



CONSEIL QUÉBÉCOIS DU THÉÂTRE

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU THÉÂTRE AU QUÉBEC

Volet I

VUE D'ENSEMBLE

par

André Courchesne

Novembre 1989

CONSEIL QUÉBÉCOIS DU THÉÂTRE

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU THÉÂTRE AU QUÉBEC

Volet I

VUE D'ENSEMBLE

par

André Courchesne

Novembre 1989

Ce document constitue le premier volet d'une étude sur la situation économique du théâtre au Québec effectuée pour le compte du Conseil québécois du théâtre. Il est possible de s'en procurer un exemplaire en s'adressant au:

**Conseil québécois du théâtre
426, rue Sherbrooke Est
Suite 300
Montréal, Québec
H2L 1J6**

(514) 849-1592

**Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
3e trimestre 1989**

La réalisation de la présente étude a été rendue possible grâce à la collaboration financière de la Commission d'initiatives et de développement culturel de Montréal, du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal et du ministère des Affaires culturelles du Québec.

La supervision et la rédaction de l'étude ont été assurées par André Courchesne. Jean Fortin et Pierre Lapointe ont agi à titre d'adjoints de recherche, plus particulièrement pour la compilation et l'organisation des données.

Pierre MacDuff et Denis Lagueur, du Conseil québécois du théâtre, ont assuré la coordination du travail et ont alimenté de leurs précieux conseils la rédaction des versions préliminaires du présent document. Pierre MacDuff et Jean-Luc Denis ont révisé la version finale de l'étude.

Un comité de lecture, formé de Marie-France Bruyère du Théâtre Petit à Petit (ACT), André Lachance du Théâtre du Gros Mécano (TUEJ) et André Leclerc du Théâtre du Nouveau Monde (TAI), a commenté et nourri les versions finales de l'étude.

Marie Ruel, également du CQT, a effectué un travail de premier ordre dans la mise en page du texte et des tableaux; Luc Mondou a fait de même pour les graphiques.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES GRAPHIQUES	xiii
INTRODUCTION	15
GUIDE DE LECTURE	15
SOMMAIRE DE L'ÉTUDE	17
APERÇU GÉNÉRAL	17
L'APPUI DE L'ÉTAT	17
ANALYSE DE LA DIFFUSION	18
ANALYSE DES REVENUS	18
ANALYSE DES COÛTS	19
LA STRUCTURE DES REVENUS ET DES DÉPENSES	19
CHAPITRE I: MÉTHODOLOGIE UTILISÉE	23
A. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	23
B. PROVENANCE DES DONNÉES	23
1. Les données des compagnies	23
a. Sur le plan de la diffusion	24
b. Sur le plan financier	24
2. Les données gouvernementales	25
a. Gouvernement fédéral	25
b. Gouvernement provincial	26
c. Gouvernement municipal	26
C. LE CADRE D'ANALYSE	27
1. La division en secteurs	27
2. L'échantillon	28
a. L'échantillon continu	28
1) La représentativité numérique	29
2) La représentativité financière	30
b. L'échantillon non continu	31
D. TRAITEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES	31
E. RÉSUMÉ DU CHAPITRE	32
CHAPITRE II: APERÇU GÉNÉRAL	35
A. ÉVALUATION FINANCIÈRE	35
1. Les compagnies à fonctionnement continu	35
2. Les compagnies à fonctionnement non continu	36
3. Évaluation globale	37
B. L'ÉVOLUTION DE LA DIFFUSION	37

1. Les compagnies à fonctionnement continu	37
2. Les compagnies à fonctionnement non continu	38
3. Évaluation globale	39
C. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE COMPAGNIES	39
D. RÉSUMÉ DU CHAPITRE	41
CHAPITRE III: L'APPUI DE L'ÉTAT	45
A. L'APPUI AUX ACTIVITÉS CULTURELLES	45
B. L'APPUI AU THÉÂTRE	47
C. SEGMENTATION PAR PROGRAMME	50
1. Appui au fonctionnement	50
a. Répartition par secteur	51
b. Répartition selon la provenance	53
c. Nombre de compagnies au fonctionnement	54
2. Programmes hors-fonctionnement	58
a. Répartition par secteur	60
b. Répartition par catégorie de programmes	61
1) Les programmes favorisant la création	61
2) Les programmes favorisant la tournée	62
3) Les programmes d'emploi	63
4) Les programmes d'immobilisation	64
5) Les programmes d'appariement	65
D. RÉSUMÉ DU CHAPITRE	66
CHAPITRE IV: ANALYSE DE LA DIFFUSION	69
A. LES PRINCIPAUX INDICATEURS	70
1. Répartition sectorielle	72
B. LA DIFFUSION MOYENNE	74
1. Répartition sectorielle	74
C. LE REVENU MOYEN AU GUICHET	76
1. Répartition sectorielle	77
D. LE REVENU SUBVENTIONNÉ MOYEN	78
1. Répartition sectorielle	80
E. LE COÛT MOYEN	81
1. Répartition sectorielle	82
F. RÉSUMÉ DU CHAPITRE	84
CHAPITRE V: ANALYSE DES REVENUS	87
A. LES REVENUS SELON LA SOURCE	87
1. Croissance annuelle	88
2. Répartition sectorielle	90
B. RÉPARTITION SECTORIELLE	93
1. Les revenus totaux	93

2. Les revenus subventionnés	93
3. Les revenus de guichet	94
4. Les revenus de commandite	94
5. Les autres revenus autonomes	96
C. RÉSUMÉ DU CHAPITRE	97
CHAPITRE VI: ANALYSE DES COÛTS	101
A. TABLEAU D'ENSEMBLE	101
1. Répartition sectorielle	102
B. LES CATÉGORIES DE COÛTS	104
1. Les frais variables par production	104
2. Les frais variables par représentation	107
3. Les frais de promotion par spectateur	109
C. RÉSUMÉ DU CHAPITRE	111
CHAPITRE VII: LA STRUCTURE DES REVENUS ET DES DÉPENSES	115
A. L'ENSEMBLE DES COMPAGNIES	115
B. RÉPARTITION SECTORIELLE	116
1. Les compagnies institutionnelles	116
2. Les compagnies intermédiaires pour la jeunesse	117
3. Les autres compagnies pour la jeunesse	118
4. Les compagnies intermédiaires pour adultes	119
5. Les autres compagnies pour adultes	120
C. RÉSUMÉ DU CHAPITRE	122
ANNEXE 1	123
TERMINOLOGIE ET ABRÉVIATIONS	123
LISTE DES ABRÉVIATIONS	125
ANNEXE 2	127
LISTE DES ORGANISMES THÉÂTRAUX DU QUÉBEC, CLASSÉS PAR SECTEUR	127
ANNEXE 3	135
EXEMPLAIRES DES QUESTIONNAIRES AYANT SERVI À CETTE ÉTUDE	135
ANNEXE 4	143
TAUX ANNUEL D'INFLATION (SELON STATISTIQUES CANADA) ...	143
OUTILS STATISTIQUES	143
BIBLIOGRAPHIE	145

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition des compagnies par secteur	27
Tableau 2: Nombre de compagnies en activité	29
Tableau 3: Part de chaque secteur dans l'appui public	30
Tableau 4: Part de l'appui public dans les revenus totaux	35
Tableau 5: Évolution de l'appui public	36
Tableau 6: Évaluation des revenus totaux de 1987-1988	37
Tableau 7: Évolution de la diffusion des 40 compagnies	37
Tableau 8: Le revenu moyen des 40 compagnies	38
Tableau 9: Le revenu moyen des 17 compagnies à fonctionnement non continu	38
Tableau 10: Évaluation de la diffusion	39
Tableau 11: Nombre de compagnies par secteur et par année subventionnées au fonctionnement et/ou au projet par au moins un des trois paliers gouvernementaux	40
Tableau 12: Nombre de nouvelles compagnies et nombre de compagnies n'étant plus subventionnées	40
Tableau 13: Revenus du CAC, du MAC et du CACUM et budgets du Canada, du Québec et de la CUM	45
Tableau 14: Sommes affectées aux théâtres québécois dans les budgets du CAC, du MAC et du CACUM	47
Tableau 15: Évolution et taux de croissance de l'appui public selon la provenance	49
Tableau 16: Appui au fonctionnement selon la provenance	50
Tableau 17: Part de chaque secteur dans l'appui au fonctionnement	51

Tableau 18: Appui au fonctionnement	53
Tableau 19: Nombre de compagnies subventionnées au fonctionnement par le CAC, le MAC et le CACUM	54
Tableau 20: Subvention moyenne au fonctionnement	56
Tableau 21: Appui hors-fonctionnement par catégorie de programme	59
Tableau 22: Répartition de l'appui hors-fonctionnement	60
Tableau 23: Part de chaque secteur dans les programmes favorisant la création	61
Tableau 24: Part de chaque secteur dans les programmes de tournée	62
Tableau 25: Part de chaque secteur dans les programmes d'emploi	63
Tableau 26: Part de chaque secteur dans les programmes d'immobilisation	64
Tableau 27: Part de chaque secteur dans les programmes d'appariement	65
Tableau 28: Diffusion des 40 compagnies	70
Tableau 29: Répartition sectorielle de la diffusion des 40 compagnies	72
Tableau 30: Diffusion moyenne par représentation et par production	74
Tableau 31: Répartition sectorielle des moyennes de diffusion	74
Tableau 32: Revenu de guichet moyen des 40 compagnies	76
Tableau 33: Répartition sectorielle du revenu moyen de guichet	77
Tableau 34: Revenu subventionné moyen des 40 compagnies	78

Tableau 35: Répartition sectorielle du revenu subventionné moyen	80
Tableau 36: Coûts moyens des 40 compagnies	81
Tableau 37: Répartition sectorielle des coûts moyens	82
Tableau 38: Revenus des 40 compagnies selon la source	87
Tableau 39: Taux annuels de croissance des revenus des 40 compagnies	88
Tableau 40: Répartition sectorielle des revenus selon la source	90
Tableau 41: Répartition sectorielle des revenus totaux	93
Tableau 42: Répartition sectorielle de l'appui public	93
Tableau 43: Répartition sectorielle des revenus de guichet	94
Tableau 44: Répartition sectorielle des revenus de commandite	94
Tableau 45: Répartition sectorielle des autres revenus autonomes	96
Tableau 46: Dépenses des 40 compagnies par catégorie	101
Tableau 47: Excédents (déficits) d'exploitation des 40 compagnies	102
Tableau 48: Répartition sectorielle des catégories de dépenses	102
Tableau 49: Frais variables des 40 compagnies par production	104
Tableau 50: Répartition sectorielle des frais variables par production	106
Tableau 51: Frais variables des 40 compagnies par représentation	107
Tableau 52: Répartition sectorielle des frais variables par représentation	108

Tableau 53: Frais de promotion des 40 compagnies	109
Tableau 54: Répartition sectorielle des frais de promotion	109
Tableau 55: Structure des revenus des 40 compagnies	115
Tableau 56: Structure des coûts des 40 compagnies	116
Tableau 57: Revenus des compagnies institutionnelles	116
Tableau 58: Coûts des compagnies institutionnelles	117
Tableau 59: Revenus des compagnies intermédiaires pour la jeunesse	117
Tableau 60: Coûts des compagnies intermédiaires pour la jeunesse	118
Tableau 61: Revenus des autres compagnies pour la jeunesse	118
Tableau 62: Coûts des autres compagnies pour la jeunesse	119
Tableau 63: Les revenus des compagnies intermédiaires pour adultes	119
Tableau 64: Coûts des compagnies intermédiaires pour adultes	120
Tableau 65: Revenus des autres compagnies pour adultes	120
Tableau 66: Coûts des autres compagnies pour adultes	121

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: La part des revenus du CAC dans le budget du Canada	46
Graphique 2: La part des revenus du MAC dans le budget du Québec	46
Graphique 3: La part des revenus du CACUM dans le budget de la CUM	46
Graphique 4: La part des théâtres québécois dans le budget du CAC	48
Graphique 5: La part des théâtres québécois dans le budget du MAC	48
Graphique 6: La part des théâtres québécois dans le budget du CACUM	48
Graphique 7: La part de chaque secteur en 1980-1981 de l'appui au fonctionnement	52
Graphique 8: La part de chaque secteur en 1987-1988 de l'appui au fonctionnement	52
Graphique 9: Le nombre de représentations des 40 compagnies dans la CUM et hors de la CUM	71
Graphique 10: Le nombre de spectateurs des 40 compagnies dans la CUM et hors de la CUM	71
Graphique 11: Le revenu de guichet moyen par représentation et par spectateur	79
Graphique 12: Le revenu subventionné moyen par représentation et par spectateur	79
Graphique 13: La croissance de divers indicateurs économiques et des théâtres québécois	89
Graphique 14: Les revenus autonomes et subventionnés des 40 compagnies	92
Graphique 15: La part de chaque secteur dans les revenus de guichet	95
Graphique 16: La part de chaque secteur dans les revenus de guichet	95
Graphique 17: Les frais variables des 40 compagnies par production	105
Graphique 18: Les frais variables des 40 compagnies par représentation	105

INTRODUCTION

La présente étude sur la situation économique du théâtre au Québec se divise en trois volets:

Volet I	Vue d'ensemble
Volet II	Perspective régionale
Volet III	Rémunération des artisans du théâtre

Alors que les deux derniers volets seront publiés en 1990 et en 1991, ce premier volet décrit sommairement, à partir de la banque de données du Conseil québécois du théâtre, les champs de recherche suivants:

- aperçu général de la situation économique du théâtre (*Chapitre II*)
- l'appui de l'État (*Chapitre III*)
- la diffusion d'un échantillon de 40 compagnies (*Chapitre IV*)
- les revenus d'un échantillon de 40 compagnies (*Chapitre V*)
- les coûts d'un échantillon de 40 compagnies (*Chapitre VI*)
- la structure des revenus et des coûts (*Chapitre VII*)

Le but premier de l'étude est de dresser un tableau descriptif de la situation économique du théâtre au Québec. Aussi, les hypothèses d'interprétation des phénomènes observés ont été limitées aux seules données fiables au plan statistique. Ces hypothèses n'engagent que leur auteur.

Ce document n'a pas pour ambition de constituer un exposé de politique théâtrale. Si certains aspects de l'industrie théâtrale, qui soulèvent des interrogations, sont parfois mis en relief, aucun élément de solution n'est proposé ici. Tel que le précisent les objectifs de l'étude, dont on pourra prendre connaissance au chapitre premier, ce travail revient au Conseil québécois du théâtre et à ses associations membres.

GUIDE DE LECTURE

On peut prendre connaissance du contenu de l'étude de trois façons différentes:

- de façon succincte, en lisant le sommaire qui apparaît à la page 17;
- en se concentrant sur certains chapitres, qu'on pourra lire en entier, et en se bornant à parcourir le résumé qui clôt chacun des autres chapitres;
- de façon exhaustive, en prenant connaissance de chacun des chapitres et des annexes qui les complètent.

Le premier chapitre traitant de la méthodologie utilisée, le lecteur non averti peut en faire l'économie sans que cela ne nuise à sa lecture.

Par ailleurs, l'Annexe I définit les principaux termes et abréviations utilisés dans l'étude et peut donc contribuer à une meilleure compréhension du document.

SOMMAIRE DE L'ÉTUDE

L'objectif de l'étude consiste à broser un tableau économique et statistique de l'activité théâtrale professionnelle au Québec de 1983 à 1988.

Pour ce faire, le Conseil québécois du théâtre a créé une banque de données en faisant appel aux compagnies et aux organismes subventionnaires; cette banque de données a permis de recenser les principaux paramètres économiques et statistiques de l'activité théâtrale.

CHAPITRE III: APERÇU GÉNÉRAL

Ce chapitre expose un état de la situation économique du théâtre subventionné au Québec à partir des résultats financiers des compagnies; il en ressort que les 91 compagnies subventionnées par l'un ou l'autre des paliers gouvernementaux pendant la saison 1987-1988 ont eu des revenus totaux dépassant 30 millions de dollars (courants de 1988).

Ces compagnies ont rejoint cette année-là 2,2 millions de spectateurs par le biais de plus de 9 000 représentations. Ces représentations se sont réparties sur quelque 350 productions différentes; c'est donc dire que chaque jour de l'année, ou presque, un amateur de théâtre aurait pu voir une nouvelle pièce.

Chaque jour de l'année également, 25 représentations ont été données partout sur le territoire québécois, au Canada et à l'étranger par les compagnies québécoises, devant quelque 6000 spectateurs, chaque représentation rejoignant en moyenne 233 spectateurs.

CHAPITRE III: L'APPUI DE L'ÉTAT

La banque de données du CQT a également permis de recenser l'appui de l'État pendant la période allant de la saison 1980-1981 à la saison 1987-1988.

On constate que la part du budget attribuée par le Conseil des Arts du Canada au théâtre québécois diminue.

À l'échelon provincial, parallèlement à un accroissement du budget du ministère des Affaires culturelles, la part du théâtre a progressé à l'intérieur de l'enveloppe globale du Ministère jusqu'en 1984-1985, pour ensuite se stabiliser et adopter son rythme de croisière.

Sur le plan régional, la part des organismes théâtraux a progressé dans le budget du CACUM jusqu'en 1985-1986, pour ensuite régresser en pourcentage du budget global; comme le budget du CACUM a augmenté rapidement, il y eut augmentation absolue des sommes allouées au théâtre.

CHAPITRE IV: ANALYSE DE LA DIFFUSION

Ce chapitre présente une analyse de l'évolution de la diffusion dans l'échantillon des 40 compagnies qui ont eu un fonctionnement continu entre 1983-1983 et 1987-1988.

En cinq ans, ces compagnies ont augmenté le nombre total de leurs représentations, celles-ci, passant de 3 750 à 4 335. Le haut niveau de variation empêche toutefois de dégager une tendance fiable sur le plan statistique, ou de conclure à une progression continue au cours de la période étudiée. Le nombre de spectateurs est passé de 918 000 à 1 090 000.

Sur le territoire de la CUM, le nombre de représentations de ces compagnies semble avoir légèrement augmenté (de 1659 à 1768), alors que le nombre de spectateurs aurait diminué (de 462 000 à 453 000).

Le nombre de productions présente, quant à lui, une légère baisse (de 170 à 163 par année).

L'essentiel de la croissance de la diffusion a donc eu lieu en dehors de la CUM; on peut émettre l'hypothèse de cette croissance a été soutenue par une augmentation des budgets des programmes gouvernementaux d'appui aux tournées; le Chapitre II indique que ceux-ci ont progressé de 132 000 \$(dollars constants de 1981) à 518 000 \$(1981) durant les cinq années de la période étudiée.

CHAPITRE V: ANALYSE DES REVENUS

Ce chapitre met en lumière la progression des principales catégories de revenus pour les 40 compagnies de l'échantillon ainsi que leur taux de croissance respectif, et ce, par secteur d'activité.

Alors que les revenus totaux des compagnies ont progressé de 30,6%, leurs revenus subventionnés augmentaient de 31,8% et leurs revenus de guichet, de 32,3% entre 1983-1984 et 1987-1988. Pendant la même période, l'économie canadienne progressait de 14,8% et l'économie québécoise, de 19,0%. On constate donc que le théâtre est au Québec un secteur économique en plein essor, dont la croissance a dépassé celle de l'économie dans son ensemble.

On analyse ensuite la progression par secteur de plusieurs catégories de revenus. Pour les revenus subventionnés, la part des compagnies institutionnelles n'a cessé de décroître au cours des ans, alors que celle des autres secteurs progressait régulièrement.

Quant aux revenus de guichet, la part des compagnies institutionnelles a diminué jusqu'en 1985-1986, alors que celle des autres secteurs variait sans qu'il soit possible d'en déduire une tendance fiable sur le plan statistique.

CHAPITRE VI: ANALYSE DES COÛTS

Ce chapitre traite de l'évolution des dépenses dans les 40 compagnies de l'échantillon.

Entre 1983-1984 et 1987-1988, les coûts totaux ont augmenté de 35,3% alors que les revenus totaux des compagnies ont progressé de 30,6%. En 1983-1984, les revenus atteignaient 8 459 000 \$(1981) et les coûts 8 302 000 \$(1981), engendrant un excédent de 157 000 \$(1981), ou 1,9% des revenus. Cinq ans plus tard, les revenus ont atteint 11 233 000 \$(1981) et les dépenses 11 173 000 \$(1981), créant un excédent de 60 000 \$(1981), ou 0,5% des revenus.

Si l'on analyse la croissance des coûts par secteur, on note qu'en cinq ans, les compagnies intermédiaires pour la jeunesse ont augmenté leurs dépenses de 52,8% et les autres compagnies pour la jeunesse, de 134,2%. Chez les organismes pour adultes, les compagnies intermédiaires ont augmenté leurs dépenses de 72,7% et les autres compagnies, de 60%. Chez les compagnies institutionnelles, la progression n'est pas statistiquement fiable.

On a ensuite effectué diverses analyses en mettant en relation une catégorie de coûts et une variable associée: ainsi, dans le cas des frais variables de production, on a calculé le coût par production et par représentation, et pour les frais de promotion, le coût par spectateur rejoint a été évalué.

CHAPITRE VII: LA STRUCTURE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Le dernier chapitre fait la synthèse des principaux éléments de l'étude, en brochant un tableau de la structure des coûts et des revenus d'une compagnie moyenne dans chacun des secteurs du théâtre, et ce, pour la période allant de la saison 1983-1984 à la saison 1987-1988.

Ces budgets types, exprimés en pourcentage des revenus ou des dépenses totaux, font saisir l'évolution des sources de financement et des affectations budgétaires des compagnies. Cependant, aucune tendance statistiquement valable ne se dégage des données présentées.

La structure des revenus de l'ensemble des compagnies s'est relativement peu modifiée entre 1983-1984 et 1987-1988; la proportion entre les revenus provenant de subventions et les revenus autonomes est demeurée sensiblement la même.

La structure des coûts des compagnies marque une grande stabilité, la variation n'étant significative dans aucune catégorie de dépenses.

CHAPITRE I

MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

- A. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE**
- B. PROVENANCE DES DONNÉES**
- C. LE CADRE D'ANALYSE**
- D. TRAITEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES**
- E. RÉSUMÉ DU CHAPITRE**

CHAPITRE I: MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Ce premier chapitre traite de la méthodologie utilisée dans l'étude. Après avoir précisé les objectifs de celle-ci, le chapitre expose la provenance des données, leur fiabilité, l'étendue de la population recensée, les échantillons sélectionnés et la validité de ceux-ci en regard des objectifs définis.

A. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Tels que définis par le Conseil québécois du théâtre, les objectifs de l'étude sont de:

- dresser un portrait économique et statistique de l'activité théâtrale professionnelle au Québec de 1983 à 1988;
- saisir l'évolution du financement public du théâtre professionnel pour la même période, les tendances de l'intervention étatique et la nouvelle configuration que pose, en 1989, la diversité des compagnies subventionnées;
- permettre au CQT de conseiller tant ses membres que les pouvoirs publics sur les initiatives et les programmes en cours ou à venir;
- permettre au CQT d'entrevoir avec plus d'acuité l'état du théâtre québécois et, conséquemment, de mieux nourrir son action, notamment par la concertation.

B. PROVENANCE DES DONNÉES

Pour atteindre ces objectifs, le CQT a constitué une banque de données statistiques et financières en faisant appel aux compagnies théâtrales et aux instances gouvernementales.

1. LES DONNÉES DES COMPAGNIES

Les données recueillies chez les compagnies¹ proviennent des formulaires de demande de subventions du Conseil des Arts du Canada (CAC) et du ministère des Affaires culturelles du Québec (MAC), pour les saisons 1980-1981 à 1987-1988.

Les données ont été extraites des pages 6b), 15 et 16 du formulaire du CAC et des pages 17 et 18 de celui du MAC. Dans les deux cas, seuls les résultats définitifs ont été compilés.

¹ L'Annexe II dresse la liste complète des organismes théâtraux selon leur secteur d'activité.

Lors de la collecte de ces données, les informations suivantes ont été recensées:

a. Sur le plan de la diffusion:

Nombre de représentations dans la CUM²
Nombre total de représentations données (au Québec, au Canada et à l'étranger)
Nombre de spectateurs dans la CUM²
Nombre total de spectateurs rejoints (au Québec, au Canada et à l'étranger)
Nombre de productions

b. Sur le plan financier:

Dépenses:

Frais généraux de production
Frais variables de production
Frais de locaux
Frais de promotion et de publicité
Frais administratifs
Autres frais
Total des dépenses

Revenus:

Autonomes:
Guichet
Commandite
Dons
Intérêts

Subventions:
Fédérales
Provinciales
Municipales
Autres

Total des revenus

² Le nombre de représentations données et le nombre de spectateurs rejoints sur le territoire de la CUM proviennent du questionnaire de l'Annexe 3; ils donnent une mesure de la diffusion des compagnies sur l'île de Montréal, quelle que soit la région de leur siège social.

Parmi ces informations, ce sont les données financières, soit chacune des catégories de revenus et de dépenses, qui sont les plus fiables, car elles font l'objet d'une double vérification à l'extérieur des compagnies: de la part des comptables agréés engagés comme vérificateurs par les compagnies, puis de la part des organismes subventionnaires.

Les statistiques sur la diffusion sont moins fiables: si, en règle générale, on peut se fier au nombre déclaré de productions créées par les compagnies, le nombre de représentations et de spectateurs ne fait l'objet d'aucune vérification par des tiers. La fiabilité des statistiques de diffusion de la présente étude ne reposera donc que sur la vraisemblance des résultats.

2. LES DONNÉES GOUVERNEMENTALES

Les données gouvernementales ont servi à contre-vérifier les informations provenant des compagnies, plus particulièrement en ce qui touche les subventions reçues. Régulièrement, les instances gouvernementales émettent des comptes rendus publics des subventions versées, que ce soit dans le cadre de leurs rapports annuels ou sur demande. Ces données ont été rassemblées depuis la saison 1980-1981, ce qui a permis de dresser la liste des dix-huit programmes suivants:

a. Gouvernement fédéral

- Conseil des Arts du Canada
 - Aide au fonctionnement
 - Aide aux projets de création
 - Fonds de développement
 - Office des tournées
- Ministère des Affaires extérieures
- Ministère des Communications
- Ministère de l'Emploi et de l'Immigration

b. Gouvernement provincial

Ministère des Affaires culturelles

Aide au fonctionnement

Aide aux projets de création

Aide à la circulation de spectacles au Québec

Diffusion hors-Québec

Accessibilité volet II

Aide aux équipements mineurs

Aide aux immobilisations

Fonds d'appui

Aide au développement dramaturgique

Intervention régionale

c. Gouvernement municipal

Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal

Appui des autres villes³

Quand les données gouvernementales différaient de celles des compagnies, les données des compagnies ont été privilégiées⁴.

³ Dans le cas de l'appui des municipalités (comme dans celui des dons et commandites en provenance du secteur privé), seules les contributions qui ont fait l'objet d'une transaction financière ont été comptabilisées; les dons en nature, les échanges de services, les prêts gracieux de locaux ou d'équipement sont donc exclus de la présente étude.

⁴ Les données des compagnies ont été privilégiées pour les raisons suivantes:

- la majorité des contradictions proviennent de l'attribution de l'aide à une année financière par les gouvernements, et à une autre par les compagnies (ou d'un partage entre deux saisons théâtrales); comme nous avons voulu mesurer ici la situation économique du théâtre, et plus particulièrement son lien avec la production et la diffusion, nous avons privilégié l'année inscrite par la compagnie;
- les données des compagnies s'appuient le plus souvent sur des rapports financiers vérifiés, alors que les données gouvernementales indiquent les sommes dont l'allocation a été autorisée; or, il arrive (quoique rarement) que celles-ci ne soient pas versées en totalité; les programmes de tournées et d'emploi comportent nombre de ces contradictions, à cause de leur nature et de leurs critères.

C. CADRE D'ANALYSE

Comme la réalité économique des compagnies est très diverse, un cadre d'analyse des données a été défini et des secteurs d'activité théâtrale ont été déterminés.

1. LA DIVISION EN SECTEURS

Pour définir des secteurs de comparaison valables, on a départagé les organismes théâtraux en différentes catégories selon les subventions de fonctionnement ou de projet qu'ils ont reçues lors de la dernière saison de compilation (1987-1988) et selon l'affiliation qu'ils ont choisie. On distingue donc:

**TABLEAU 1 : RÉPARTITION DES COMPAGNIES PAR SECTEUR
(SELON LE TOTAL DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT
REÇUES EN 1987-1988 ET L'AFFILIATION CHOISIE)**

TYPES DE COMPAGNIES ⁵	SUBVENTIONS ⁶	AFFILIATION ⁷
Institutionnelles	+ 300 000 \$	TAI
Jeunesse-intermédiaires	+ 100 000 \$	TUEJ
Jeunesse-autres	- 100 000 \$	TUEJ
Adultes-intermédiaires	+ 100 000 \$	ACT et diverse
Adultes-autres	- 100 000 \$	ACT et diverse
Privées	---	APTP

⁵ Les appellations données à chacun des secteurs ne visent qu'à atteindre une efficacité descriptive; elles ne constituent d'aucune façon un jugement sur l'importance et la valeur du travail des compagnies.

⁶ En dollars courants de 1987-1988.

⁷ La signification des abréviations est donnée à l'Annexe 1.

L'activité théâtrale professionnelle s'exerce également par le biais de festivals et d'organismes de diffusion et de services. La nature même des prestations de ces organismes les a cependant exclus du cadre de cette étude. En effet, les représentations jouées lors de festivals ou dans le cadre d'un organisme de diffusion (tel que la Maison-Théâtre) sont déjà incluses dans les données des compagnies; quant aux organismes de services (tel que le CEAD), l'absence de production théâtrale les exclut du champ de l'étude, étant donné les buts de celle-ci.

Par contre, l'étude se devait de mesurer le plus justement possible l'appui consenti par l'État à l'activité théâtrale dans son ensemble. Les subventions reçues par ces organismes ont donc été intégrées au troisième chapitre, où la contribution de l'État est chiffrée.

L'étude n'inclura pas les données relatives aux théâtres privés, car seuls quatre d'entre eux (sur les 62 qui existaient en 1987-1988) ont répondu au questionnaire. Comme cette proportion est trop faible pour être valable, le cadre de l'étude a été limité au théâtre subventionné.

2. L'ÉCHANTILLON

Dans la présente étude, les compagnies ont été divisées en deux groupes homogènes: les compagnies qui ont eu un fonctionnement continu entre 1983 et 1988 et celles dont les activités ont été ponctuelles au cours de la même période.

a. L'échantillon continu

Le milieu théâtral se caractérise par un nombre élevé de compagnies dont l'existence est éphémère. Ainsi, en 1987-1988, 91 compagnies, subventionnées par l'un ou l'autre des paliers de gouvernement, ont été actives pendant la saison théâtrale. Cependant, seules 70 d'entre elles avaient connu un fonctionnement continu lors des quatre saisons précédentes. Une demande d'informations statistiques et financières pour les saisons 1983-1984 à 1987-1988 leur a été acheminée (*Voir Annexe 3*), ce qui a permis de constituer l'échantillon des compagnies à fonctionnement continu.

La population des compagnies à fonctionnement continu s'établit ainsi à 70; 46 d'entre elles ont répondu au questionnaire, ce qui établit leur taux de réponse à 66%.

Parmi les 46 compagnies à fonctionnement continu qui ont répondu à la demande d'information, on en a choisi 40 afin d'établir un échantillon représentatif de la production théâtrale au Québec, en s'appuyant sur les critères suivants:

- a) la représentativité numérique de chaque secteur;
- b) la représentativité financière de chaque secteur.

1) La représentativité numérique

Le premier critère, soit la représentativité numérique de chacun des secteurs théâtraux, a été choisi afin de pouvoir maintenir une base de comparaison sectorielle: chaque secteur se devait d'avoir un nombre représentatif de compagnies. Voyons comment se partagent les compagnies selon leur secteur d'activité dans l'échantillon, par rapport à toutes celles qui ont eu une activité continue entre 1983 et 1988.

TABLEAU 2 : NOMBRE DE COMPAGNIES EN ACTIVITÉ⁸
(DE FAÇON CONTINUE ENTRE 1983 ET 1988,
DANS L'ÉCHANTILLON ET DANS L'ENSEMBLE)

TYPES DE COMPAGNIES	ÉCHANTILLON		EN ACTIVITÉ ⁹		ÉCART %
	(1983-88)	%	(1983-88)	%	
Institutionnelles	5	12,5	9	12,9	- 0,4
Jeunesse-intermédiaires	6	15,0	11	15,7	- 0,7
Jeunesse-autres	9	22,5	16	22,9	- 0,4
Adultes-intermédiaires	6	15,0	10	14,3	+ 0,7
Adultes-autres	14	35,0	24	34,2	+ 0,8
Total	40	100 %	70	100 %	-

La faiblesse des écarts entre l'ensemble des compagnies en activité et l'échantillon rend celui-ci fiable en matière de représentativité de chacun des secteurs.

⁸ À moins d'avis contraire, toutes les données des tableaux de cette étude proviennent de la banque de données du Conseil québécois du théâtre.

⁹ Les données du Théâtre du Nouveau Monde ont été exclues de l'échantillon à cause de la suspension de ses activités en 1984-1985.

2) La représentativité financière

Pour ce deuxième critère, deux mesures globales de l'activité théâtrale ont été choisies, soit le poids relatif de chaque secteur dans l'appui public et le taux de croissance de cet appui au fil des ans.

Comme la banque de données inclut l'ensemble de l'appui public versé aux compagnies entre 1983 et 1988, la comparaison a été faite entre l'aide publique reçue par les compagnies de l'échantillon et celle qui a été octroyée aux 70 compagnies en activité continue.

TABEAU 3 : PART DE CHAQUE SECTEUR DANS L'APPUI PUBLIC
(SELON LA MOYENNE REÇUE AU COURS DES SAISONS 1983-1984 À 1987-1988,
DANS L'ÉCHANTILLON ET DANS L'ENSEMBLE)

TYPES DE COMPAGNIES	ÉCHANTILLON	EN ACTIVITÉ	ÉCART
Institutionnelles	52,2%	50,6%	+ 1,6%
Jeunesse-intermédiaires	15,5 %	17,1%	-1,6%
Jeunesse-autres	7,6%	6,5%	+ 1,1%
Adultes-intermédiaires	14,0%	16,5%	-2,5%
Adultes-autres	10,7%	9,3%	+ 1,4%

Notons que les écarts sont très faibles entre la part de l'appui public reçue par les compagnies de l'échantillon et celle reçue par toutes les compagnies. Seul le secteur des compagnies intermédiaires pour adultes présente un écart sensiblement plus important que les autres; la proportion est cependant insuffisante pour invalider l'échantillon.

Enfin, le taux de croissance de l'appui public pour l'échantillon a été comparé à celui de l'ensemble des compagnies à fonctionnement continu. La technique de la régression linéaire¹⁰ a été utilisée, car elle permet de déceler de façon fiable une tendance à la hausse ou à la baisse dans un groupe de données.

Pour les 40 compagnies de l'échantillon, l'appui public a augmenté de 31,8% en dollars constants entre 1983-1984 et 1987-1988; par ailleurs, la population des 70 compagnies à fonctionnement continu a vu son appui public s'accroître de 34,4% pendant la même période. La proximité de ces deux taux de croissance, ainsi que les deux autres critères, établissent la représentativité de l'échantillon des compagnies à fonctionnement continu.

¹⁰ L'Annexe 4 résume et explique les principaux outils statistiques utilisés dans le cadre de l'étude.

b. L'échantillon non continu

Entre 1983-1984 et 1987-1988, le nombre de compagnies à production ponctuelle est passé de 33 à 21. Comme plusieurs de ces compagnies ont cessé leur activité, il a été impossible de recenser leurs données. Les 21 compagnies qui étaient en production en 1987-1988 ont été rejointes, ce qui a permis de constituer l'échantillon des compagnies à fonctionnement non continu.

La population des compagnies à fonctionnement non continu s'établit à 21 en 1987-1988; 17 d'entre elles ont répondu au questionnaire, pour un taux de réponse de 81%.

Les données de 1987-1988 seront donc utilisées pour projeter, à partir des 17 compagnies qui ont répondu à la demande d'information, celles des quatre compagnies qui n'y ont pas répondu; le taux de réponse très élevé des compagnies à fonctionnement non continu valide cette projection.

D. TRAITEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES

Tout au long de l'étude, deux façons de chiffrer les données financières seront utilisées. La première consiste à présenter les données en dollars courants, c'est-à-dire selon la valeur nominale qu'elles ont eue pour chacune des années de l'analyse.

La deuxième consiste à transformer ces montants en dollars constants de façon à les rendre comparables d'une année à l'autre, en supprimant le facteur d'inflation qui s'y trouve. Par convention, on utilisera les dollars constants de 1981.

L'Annexe 4 indique le taux annuel d'inflation, calculé selon l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada, qui a servi de base à la transformation des dollars courants en dollars constants.

E. RÉSUMÉ DU CHAPITRE

Ce chapitre présente les objectifs de l'étude dont le principal consiste à brosser un tableau économique et statistique de l'activité théâtrale professionnelle au Québec de 1983 à 1988.

Pour ce faire, le Conseil québécois du théâtre a compilé les données financières et autres statistiques remises par les compagnies aux instances subventionnées; cette banque de données a permis de recenser les principaux paramètres de l'activité théâtrale au Québec.

Le chapitre indique les champs de données qui ont été recensés et détermine l'étendue de la population recensée, soit 91 compagnies subventionnées en 1987-1988. De cette population, deux échantillons ont été sélectionnés: le premier regroupe 40 compagnies (sur une possibilité de 70) qui ont eu un fonctionnement continu entre 1983-1984 et 1987-88; le second rassemble 17 des 21 compagnies qui n'ont pas eu d'activité continue mais une production occasionnelle en 1987-1988.

La validité des échantillons est démontrée à partir de trois critères de comparaison avec la population recensée. Les compagnies retenues sont classées en cinq secteurs d'activité théâtrale, selon leur niveau d'appui public et leur affiliation.

Des précisions sont apportées sur l'utilisation des dollars constants de 1981 dans les données financières et sur l'usage qui sera fait de certains outils d'analyse statistique.

CHAPITRE II

APERÇU GÉNÉRAL

- A. ÉVALUATION FINANCIÈRE**
- B. ÉVALUATION DE LA DIFFUSION**
- C. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE COMPAGNIES**
- D. RÉSUMÉ DU CHAPITRE**

CHAPITRE II: APERÇU GÉNÉRAL

Dans une perspective d'ensemble, l'étude chiffrera les principaux paramètres économiques de l'activité théâtrale entre 1983 et 1988, soit l'évolution de la situation financière, de la diffusion et du nombre de compagnies. Pour ce faire, on procédera à une évaluation en se fondant sur l'échantillon des 40 compagnies à fonctionnement continu et des 17 compagnies à fonctionnement non continu qui ont répondu à la demande d'information.

A. ÉVALUATION FINANCIÈRE

1. LES COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT CONTINU

La première étape consiste à déterminer, dans l'échantillon des compagnies à fonctionnement continu, la part de financement qui provient de l'appui public.

**TABLEAU 4 : PART DE L'APPUI PUBLIC DANS LES REVENUS TOTAUX
(POUR LES 40 COMPAGNIES DE L'ÉCHANTILLON
DE 1983-1984 À 1987-1988)**

PART DES SUBVENTIONS	
Saison 1983-84	43,8%
Saison 1984-85	43,8%
Saison 1985-86	45,1%
Saison 1986-87	45,3%
Saison 1987-88	43,3%

En 1987-1988, les 40 compagnies à fonctionnement continu ont eu des revenus totaux de 11 233 269 \$(dollars constants de 1981), comprenant des revenus subventionnés de 4 864 627 \$(1981), soit 43,3% de leurs revenus globaux.

Comme l'étude vise à évaluer les revenus de toutes les compagnies à fonctionnement continu pour la saison 1987-1988, on procédera à une extrapolation des résultats globaux en se servant de la part des subventions obtenue par les compagnies de l'échantillon en 1987-1988 (43,3%).

La deuxième étape consiste donc à recenser le total des subventions versées aux 70 compagnies qui ont eu une activité continue.

TABLEAU 5 : ÉVOLUTION DE L'APPUI PUBLIC
 (POUR LES 40 COMPAGNIES DE L'ÉCHANTILLON ET
 POUR L'ENSEMBLE DES 70 COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT CONTINU,
 EN MILLIERS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

PÉRIODE	ÉCHANTILLON	ENSEMBLE
Saison 1983-84	3 704	6 063
Saison 1984-85	4 049	7 514
Saison 1985-86	4 353	7 557
Saison 1986-87	4 706	8 052
Saison 1987-88	4 865	8 560

Les subventions totales versées aux 70 compagnies à fonctionnement continu (8 560 075 \$ (1981), on peut déduire le montant de leurs revenus totaux en appliquant le même pourcentage de subventions que celui de l'échantillon, soit 43,3%, ce qui établit les revenus totaux des 70 compagnies à 19 969 226 \$(1981).

2. LES COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT NON CONTINU

Le même procédé servira à évaluer les revenus totaux, en 1987-1988, des compagnies à fonctionnement non continu. Pour l'échantillon des 17 compagnies à fonctionnement non continu, les revenus subventionnés ont été de 569 171 \$(1981) sur des revenus totaux de 1 505 648 \$(1981). Le pourcentage d'appui public s'établit donc à 37,8% pour ce groupe.

Comme le total des subventions versées aux 21 compagnies à fonctionnement non continu en 1987-1988 a été de 650 395 \$(1981), on peut en déduire qu'avec le même pourcentage d'appui public, soit 37,8%, les revenus totaux des 21 compagnies à fonctionnement non continu atteignent 1 720 648 \$(1981).

3. ÉVALUATION GLOBALE

Les données des pages précédentes permettent de parachever l'évaluation financière du théâtre au Québec.

TABEAU 6 : ÉVALUATION DES REVENUS TOTAUX DE 1987-1988
(POUR LES 70 COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT CONTINU
ET LES 21 COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT NON CONTINU,
EN MILLIERS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

COMPAGNIES	SUBVENTIONS	TOTAUX
Fonct. continu	8 560	19 969
Fonct. non continu	650	1 721
Total	9 210	21 690

En traduisant les revenus totaux (21 690 000 \$[1981]) en leur équivalent en 1987-1988, on atteint le montant de 30 366 000 \$(courants).

B. L'ÉVOLUTION DE LA DIFFUSION

Pour déterminer la diffusion globale, on aura recours au même procédé que pour les revenus totaux. L'analyse sera restreinte à la saison 1987-1988.

1. LES COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT CONTINU

À partir de l'échantillon des 40 compagnies à fonctionnement continu, on peut dresser le tableau de l'évolution de la diffusion suivant:

TABEAU 7: ÉVOLUTION DE LA DIFFUSION DES 40 COMPAGNIES
(DE 1983-1984 À 1987-1988)

PÉRIODE	REPRÉSENTATIONS	SPECTATEURS	PRODUCTIONS
Saison 1983-84	3 750	918 414	170
Saison 1984-85	4 202	1 042 478	166
Saison 1985-86	3 953	1 008 996	168
Saison 1986-87	4 182	1 027 273	164
Saison 1987-88	4 335	1 089 504	163

Malgré une augmentation visible du nombre de représentations et de spectateurs, la technique de la régression linéaire indique que l'évolution des données dans le temps ne permet pas de conclure à une augmentation continue de la diffusion du théâtre.

On limitera donc la projection à la saison 1987-1988, en calculant qu'avec des revenus totaux de 11 233 269 \$, les 40 compagnies de l'échantillon ont donné 4 335 représentations, devant 1 089 504 spectateurs lors de 163 productions différentes.

Pour évaluer la diffusion des 70 compagnies à fonctionnement continu, on calculera le revenu moyen (toutes sources confondues) d'une représentation dans le groupe des 40 compagnies; en se référant aux revenus totaux des 70 compagnies, soit 19 960 000 \$, on obtiendra ensuite, par division, le nombre total de représentations; le même procédé sera utilisé pour les spectateurs et les productions.

TABLEAU 8: LE REVENU MOYEN DES 40 COMPAGNIES
(TOUTES PROVENANCES CONFONDUES EN 1987-1988,
EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

	PAR REPRÉSENTATION	PAR SPECTATEUR	PAR PRODUCTION
Revenu moyen	2 591 \$	10,31 \$	68 916 \$

En divisant les revenus totaux des 70 compagnies par le revenu moyen de l'échantillon, on obtient le nombre total de représentations, soit 7 704; en procédant de la même façon pour le nombre de spectateurs, on obtient le chiffre de 1 935 984; pour sa part, le nombre de productions différentes peut ainsi être établi ainsi à 290.

2. LES COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT NON CONTINU

En procédant de la même manière pour les compagnies à fonctionnement non continu, on évaluera le revenu moyen par représentation à partir des revenus totaux de l'échantillon de 17 compagnies, soit 1 505 648 \$(1981), divisé par les 1 371 représentations données par ce groupe, devant 195 002 spectateurs, lors de 50 productions différentes. On obtient les résultats suivants.

TABLEAU 9: LE REVENU MOYEN DES 17 COMPAGNIES NON-CONTINUES
(TOUTES PROVENANCES CONFONDUES EN 1987-1988,
EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

	PAR REPRÉSENTATION	PAR SPECTATEUR	PAR PRODUCTION
Revenu moyen	1 098 \$	7,72 \$	30 113 \$

Comme le revenu total des 21 compagnies a été évalué à 1 720 648 \$(1981), on obtient par division 1 567 représentations données devant 222 882 spectateurs lors de 57 productions différentes.

3. ÉVALUATION GLOBALE

En additionnant les éléments relatifs à la diffusion (en 1987-1988) apparaissant dans les deux échantillons, on obtient les résultats suivants.

TABLEAU 10: ÉVALUATION DE LA DIFFUSION
(DES 70 COMPAGNIES À FONCTIONNEMENT CONTINU ET DES 21
COMPAGNIES NON CONTINUES EN 1987-1988)

	REPRÉSENTATIONS	SPECTATEURS	PRODUCTIONS
Fonct. continu	7 704	1 935 984	290
Fonct. non continu	1 567	222 882	57
Total	9 271	2 158 866	347

C'est donc dire qu'en 1987-1988, le public québécois a eu accès à environ 350 productions différentes; chaque jour de l'année, ou presque, un amateur de théâtre aurait pu voir une nouvelle pièce.

Chaque jour de l'année également, 25 représentations ont été données partout sur le territoire et à l'étranger par les compagnies québécoises, devant quelque 6 000 spectateurs, chacune de ces représentations rejoignant en moyenne 233 spectateurs.

C. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE COMPAGNIES

Le dynamisme du théâtre québécois se reflète aussi dans les variations constatées dans le nombre d'organismes en activité. À défaut d'un meilleur critère¹¹, le nombre d'organismes subventionnés par l'un ou l'autre des paliers gouvernementaux a été choisi.

¹¹ Il n'existe aucun recensement des compagnies théâtrales en activité, que celles-ci soient subventionnées ou non; nous avons donc retenu comme critère de naissance d'un organisme théâtral à but non lucratif l'obtention d'une subvention (que celle-ci ait été octroyée pour un projet de création, dans le cadre d'un programme d'emploi ou pour toute autre raison).

La période d'analyse a également été élargie de la saison 1980-1981 à la saison 1987-1988, afin de mettre en lumière les changements de tendance qui ont marqué la saison 1983-1984.

**TABLEAU 11: NOMBRE DE COMPAGNIES PAR SECTEUR ET PAR ANNÉE
SUBVENTIONNÉES AU FONCTIONNEMENT ET/OU AU PROJET
PAR AU MOINS UN DES TROIS PALIERS GOUVERNEMENTAUX
(DE 1980-1981 À 1987-1988)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institutionnelles	11	11	10	10	10	10	10	10
Jeunesse-interm.	12	12	12	11	11	11	11	11
Jeunesse-autres	16	15	18	23	22	22	21	21
Adultes-interm.	8	8	10	10	10	10	10	10
Adultes-autres	36	35	41	49	47	47	44	39
Total:	83	81	91	103	100	100	96	91

La saison 1983-1984 semble marquer un point tournant dans l'évolution du nombre d'organismes soutenus par l'État. Cette saison-là, le nombre de nouveaux organismes a dépassé substantiellement le nombre d'organismes qui ont disparu.

**TABLEAU 12: NOMBRE DE NOUVELLES COMPAGNIES ET NOMBRE
DE COMPAGNIES N'ÉTANT PLUS SUBVENTIONNÉES
(DE 1981-1982 À 1987-1988)**

COMPAGNIES	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Nouvelles cies	7	19	17	9	16	8	7
Cies non subventionnées	9	9	5	12	16	12	12
Écart	-2	10	12	-3	0	-4	-5

Alors que le nombre de nouveaux organismes diminue, le nombre d'organismes qui ont cessé d'être soutenus par l'État augmente. Depuis 1984-1985, le nombre de compagnies qui ne sont plus subventionnées a dépassé le nombre des nouvelles compagnies.

D. RÉSUMÉ DU CHAPITRE

À partir des deux échantillons retenus, le Chapitre II expose en détail la méthode choisie pour évaluer l'activité théâtrale subventionnée pour la saison 1987-1988. Cette méthode permet d'évaluer de façon fiable les revenus totaux et les paramètres de la diffusion des compagnies.

Il en résulte que les 91 compagnies subventionnées par l'un ou l'autre des paliers gouvernementaux pendant la saison 1987-1988 ont eu des revenus totaux dépassant 30 millions de dollars courants.

Ces compagnies ont rejoint cette année-là 2,2 millions de spectateurs par le biais de plus de 9 000 représentations. Ces représentations se sont réparties sur environ 350 productions différentes; c'est donc dire que chaque jour de l'année, ou presque, un amateur de théâtre aurait pu voir une nouvelle pièce.

Chaque jour de l'année également, 25 représentations ont été données partout sur le territoire et à l'étranger par les compagnies québécoises, devant quelque 6 000 spectateurs, chacune de ces représentations rejoignant en moyenne 233 spectateurs.

CHAPITRE III

L'APPUI DE L'ÉTAT

- A. L'APPUI AUX ACTIVITÉS CULTURELLES**
- B. L'APPUI AU THÉÂTRE**
- C. SEGMENTATION PAR PROGRAMME**
- D. RÉSUMÉ DU CHAPITRE**

CHAPITRE III: L'APPUI DE L'ÉTAT

Dans le présent chapitre, l'appui public au théâtre sera analysé depuis la saison 1980-1981 jusqu'à la saison 1987-1988. Pour la circonstance, le champ temporel sera étendu sur huit saisons, puisque la banque de données du CQT permet d'inclure l'ensemble des subventions provenant de dix-huit programmes gouvernementaux, pour les 226 organismes qui ont à un moment ou à un autre exercé une activité théâtrale subventionnée pendant cette période. L'Annexe 2 donne la liste complète des organismes recensés. Voici d'abord un portrait global de l'appui gouvernemental aux activités culturelles et au théâtre.

A. L'APPUI AUX ACTIVITÉS CULTURELLES

Au cours des ans, et plus particulièrement depuis que la Coalition du monde des arts¹² a actualisé le débat sur le financement public des activités culturelles, la norme retenue pour l'évaluation de l'appui de l'État à la culture a été le pourcentage que chaque palier gouvernemental consacrait dans son budget aux organismes culturels.

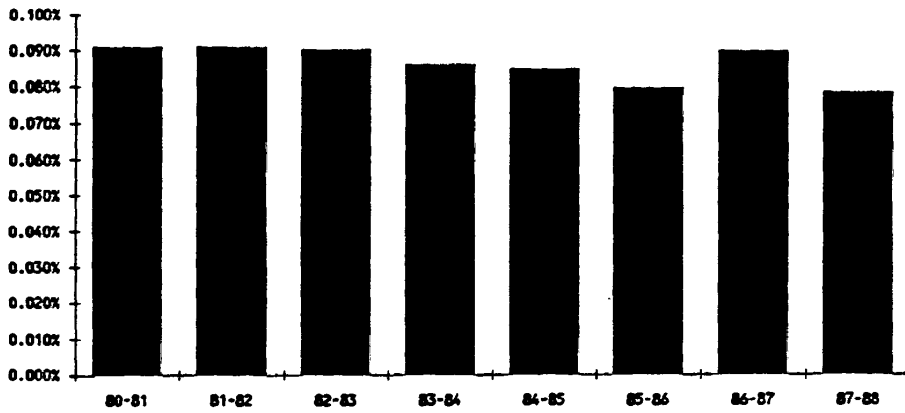
**TABLEAU 13: REVENUS DU CAC, DU MAC ET DU CACUM
ET BUDGETS DU CANADA, DU QUÉBEC ET DE LA CUM
(EN MILLIONS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**

PROVENANCE	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
CAC	60	63	65	67	68	64	74	70
CANADA	65 904	68 913	72 255	77 346	80 294	81 108	82 065	89 500
MAC	112	109	109	112	126	140	130	157
QUÉBEC	19 978	20 713	21 348	21 421	21 352	21 777	21 698	21 964
CACUM	2	2	2	2	2	2	3	4
CUM	578	516	452	548	566	568	586	580

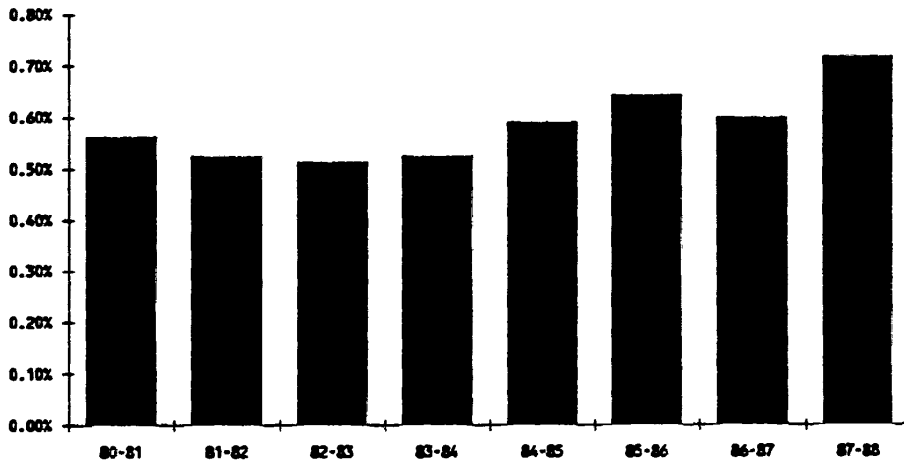
Les graphiques de la page suivante illustrent en pourcentage l'évolution des sommes allouées à la culture par chaque gouvernement. On notera qu'au cours des ans, c'est le budget du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal (CACUM) qui a augmenté le plus vite en proportion du budget du niveau gouvernemental dont il dépend. L'aide provinciale a progressé moins rapidement (en pourcentage du budget de la province) et celle provenant du Conseil des Arts du Canada a régressé (en pourcentage du budget canadien).

¹² Regroupement spontané de toutes les associations culturelles québécoises, formé en décembre 1987 sous l'impulsion du Conseil québécois du théâtre, et devenu avec le temps un organisme de pression en vue de l'affectation de 1% du budget du Québec au ministère des Affaires culturelles.

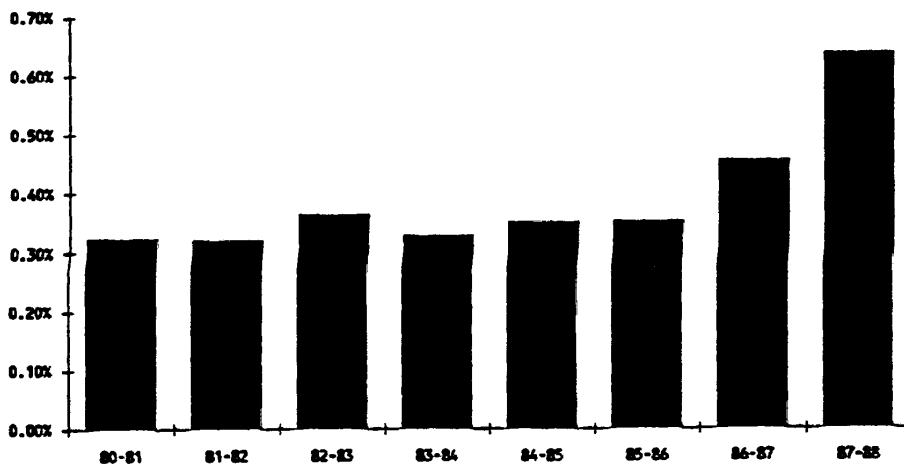
**GRAPHIQUE 1: LA PART DES REVENUS DU CAC DANS LE BUDGET DU CANADA
(DE 1980-81 À 1987-88)**



**GRAPHIQUE 2: LA PART DES REVENUS DU MAC DANS LE BUDGET DU QUÉBEC
(DE 1980-81 À 1987-88)**



**GRAPHIQUE 3: LA PART DES REVENUS DU CACUM DANS LE BUDGET DE LA CUM
(DE 1980-81 À 1987-88)**



B. L'APPUI AU THÉÂTRE

Le prochain tableau chiffre la part allouée au théâtre dans les budgets de chaque instance subventionnaire.

**TABEAU 14: SOMMES AFFECTÉES AUX THÉÂTRES QUÉBÉCOIS
DANS LES BUDGETS DU CAC, DU MAC ET DU CACUM
(EN MILLIERS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**

THÉÂTRES PROVENANCE	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Théâtres CAC	3 196 59 955	3 218 62 800	3 221 65 277	3 146 66 553	3 175 68 029	3 085 64 493	3 764 73 635	3 074 70 130
Théâtres MAC	4 164 112 460	3 503 108 705	3 704 109 464	4 196 112 419	5 312 125 738	5 554 139 752	5 391 129 971	6 509 157 286
Théâtres CACUM	423 1 872	381 1 650	415 1 646	463 1 797	535 1 983	555 2 001	676 2 673	848 3 706

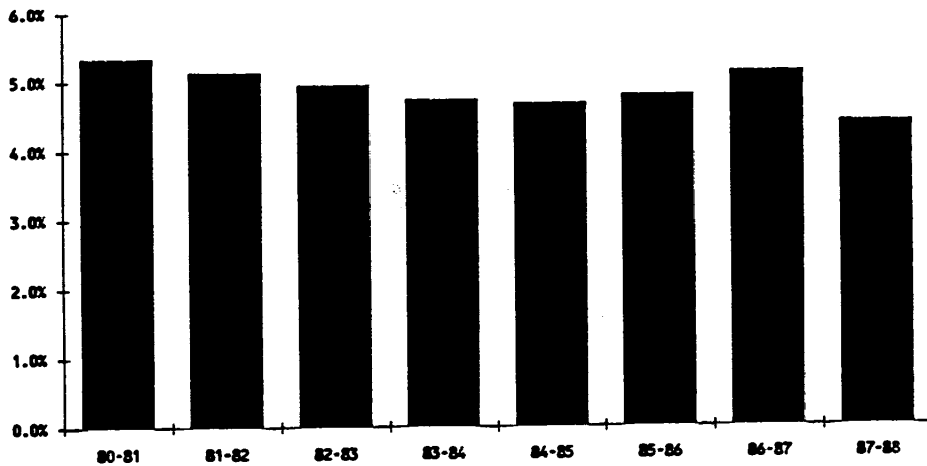
Les graphiques de la page suivante complètent ce tableau en illustrant, en pourcentage, l'évolution des sommes affectées au théâtre dans les budgets des organismes subventionnaires.

On note que la part des théâtres québécois dans le budget du Conseil des Arts du Canada diminue.

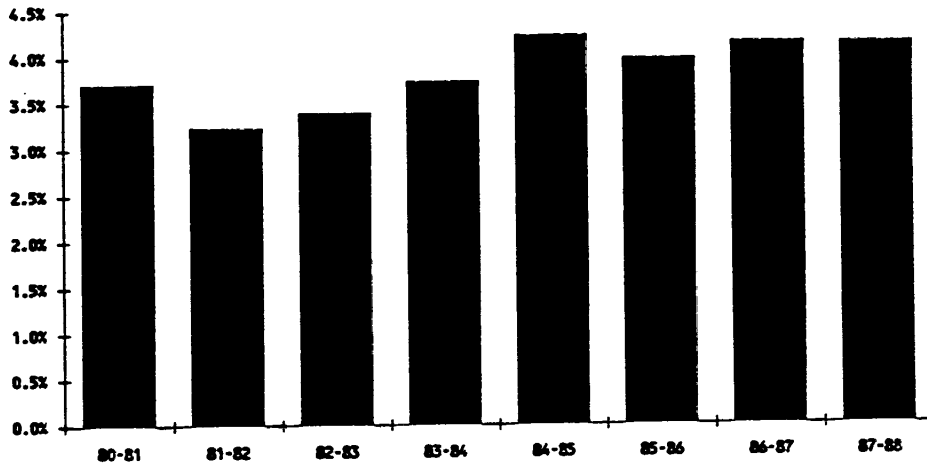
À l'échelon provincial, parallèlement à l'accroissement global du budget du ministère des Affaires culturelles, la part du théâtre à l'intérieur de ce budget a progressé en pourcentage de l'enveloppe globale jusqu'en 1984-1985, pour ensuite se stabiliser et adopter son rythme de croisière.

Sur le plan régional, la part des organismes théâtraux a progressé dans le budget du CACUM jusqu'en 1985-1986, pour ensuite régresser en pourcentage du budget global; comme le budget du CACUM a augmenté rapidement, il y a eu augmentation absolue des sommes allouées au théâtre.

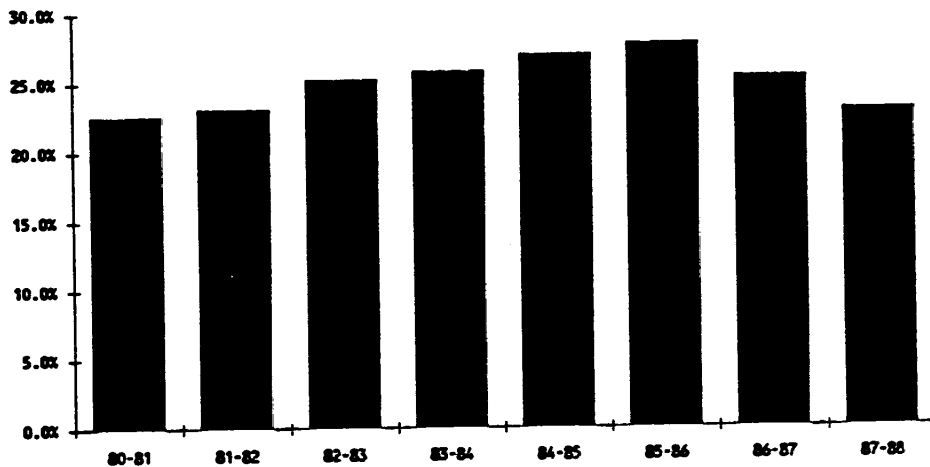
**GRAPHIQUE 4: LA PART DES THÉÂTRES QUÉBÉCOIS DANS LE BUDGET DU CAC
(DE 1980-1981 À 1987-1988)**



**GRAPHIQUE 5: LA PART DES THÉÂTRES QUÉBÉCOIS DANS LE BUDGET DU MAC
(DE 1980-1981 À 1987-1988)**



**GRAPHIQUE 6: LA PART DES THÉÂTRES QUÉBÉCOIS DANS LE BUDGET DU CACUM
(DE 1980-1981 À 1987-1988)**



La vision d'ensemble de l'appui au théâtre se précise avec le tableau suivant, qui présente les montants alloués par chaque palier gouvernemental au théâtre dans le cadre de dix-huit programmes différents et ce, selon la provenance des sommes.

**TABLEAU 15: ÉVOLUTION ET TAUX DE CROISSANCE DE L'APPUI PUBLIC
SELON LA PROVENANCE
(EN MILLIERS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**

PROVENANCE	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Fédéral	3 911	3 767	4 093	3 674	4 431	4 320	5 338	3 743
Provincial	4 164	3 503	3 704	4 196	5 312	5 554	5 391	6 509
Municipal	423	381	415	463	535	555	676	848
Ensemble	8 498	7 651	8 212	8 333	10 278	10 429	11 405	11 100
TAUX DE CROISSANCE								
Fédéral		-3,7%	8,7%	-10,2%	20,6%	-2,5%	23,6%	-29,9%
Provincial		-15,9%	5,7%	13,3%	26,6%	4,6%	-2,9%	20,7%
Municipal		-9,8%	8,9%	11,7%	15,4%	3,8%	21,9%	25,4%
ENSEMBLE		-10,0%	7,3%	1,5%	23,3%	1,5%	9,4%	-2,7%

L'analyse des taux de croissance, c'est-à-dire la variation en pourcentage d'une année à l'autre, montre la grande irrégularité des affectations budgétaires. Si l'on tentait de tracer une ligne droite qui résume la tendance de chaque gouvernement (soit la technique de la régression linéaire), on constaterait de la part des paliers provincial et municipal une augmentation de leur contribution, sans toutefois que celle-ci ne soit uniforme ou constante dans le temps.

C'est le CACUM qui, eu égard au taux de croissance, manifeste le plus de constance dans les augmentations régulières des sommes affectées au théâtre.

Prises globalement, ces données issues de la conjugaison des sommes allouées par dix-huit programmes gouvernementaux reflètent le peu de cohérence de l'intervention étatique de même que l'irrégularité de la croissance des budgets.

C. SEGMENTATION PAR PROGRAMME

Les pages suivantes illustrent la répartition des subventions au théâtre entre les différents programmes qui touchent l'activité théâtrale.

1. APPUI AU FONCTIONNEMENT

Le tableau qui suit présente la répartition entre les trois paliers de gouvernement de l'appui accordé au fonctionnement.

Ces trois programmes ont pour caractéristique d'être récurrents et, ainsi, de fournir une source stable de financement aux compagnies.

**TABLEAU 16: APPUI AU FONCTIONNEMENT
SELON LA PROVENANCE
(EN MILLIERS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**

PROVENANCE	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
CAC	2 857	2 916	2 829	2 896	2 871	2 748	2 734	2 689
MAC	3 389	3 148	3 128	3 597	3 604	4 327	4 357	4 505
CACUM	423	381	415	463	535	555	676	848
Total	6 668	6 445	6 371	6 956	7 010	7 630	7 768	8 042

Ces chiffres montrent que l'appui au fonctionnement est plus stable que les sommes provenant des autres programmes (*Voir Tableau 21*). Toutefois, on ne peut en déduire aucune tendance constante dans le temps qui soit fiable au plan statistique.

a. Répartition par secteur

Voyons comment l'appui au fonctionnement a été réparti entre les secteurs de l'activité théâtrale.

**TABLEAU 17: PART DE CHAQUE SECTEUR DANS L'APPUI AU FONCTIONNEMENT
(PROVENANT DES TROIS PALIERS GOUVERNEMENTAUX)**

Compagnies	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institut.	68,3%	66,3%	62,7%	57,1%	56,7%	55,0%	52,7%	50,0%
Jeun.-interm.	9,7%	11,0%	12,8%	12,3% ¹	13,5%	13,2%	13,7%	13,9%
Jeun.-autres	2,9%	3,4%	3,7%	3,6%	4,2%	3,7%	4,9%	5,8%
Adultes-int.	4,9%	6,0%	7,5%	8,7%	11,0%	11,9%	12,6%	12,3%
Adultes-aut.	9,8%	8,5%	8,0%	9,9%	7,1%	6,6%	6,6%	8,7%
Organismes ¹³	9,7%	4,8%	5,3%	8,4%	7,5%	9,6%	9,5%	9,3%

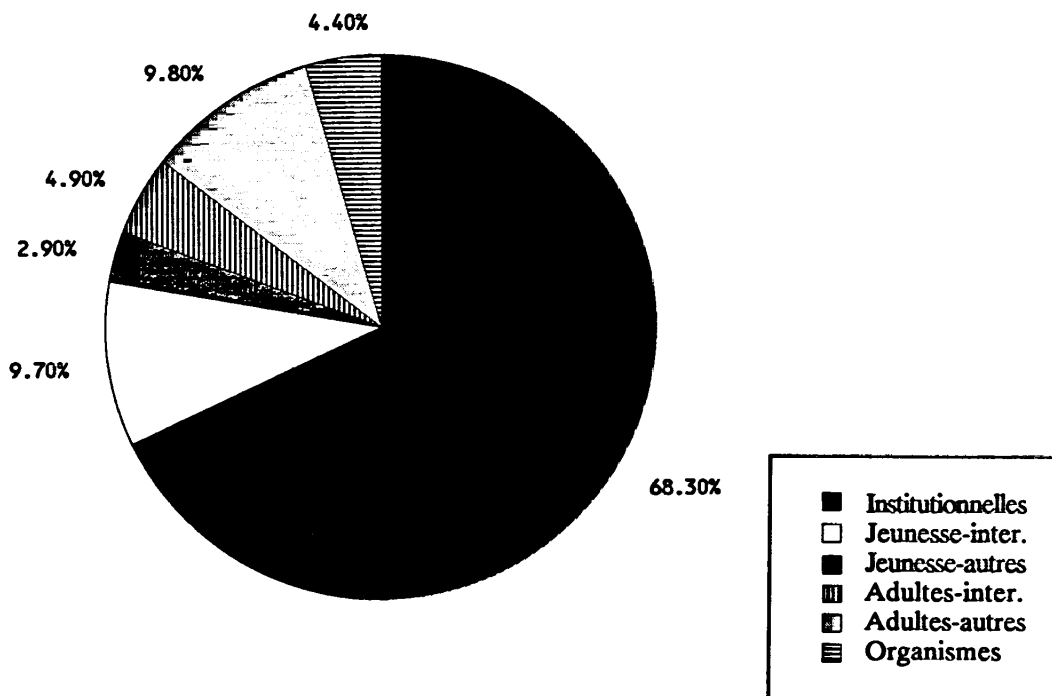
Ce tableau indique qu'au cours de la période, la part du budget alloué au fonctionnement des compagnies institutionnelles a diminué, alors que celle des compagnies intermédiaires pour adultes a progressé substantiellement, suivie par celle des compagnies intermédiaires pour la jeunesse.

Ici encore, si la tendance semble claire pour les trois secteurs, on ne peut conclure pour autant, sur le plan statistique, à une évolution constante.

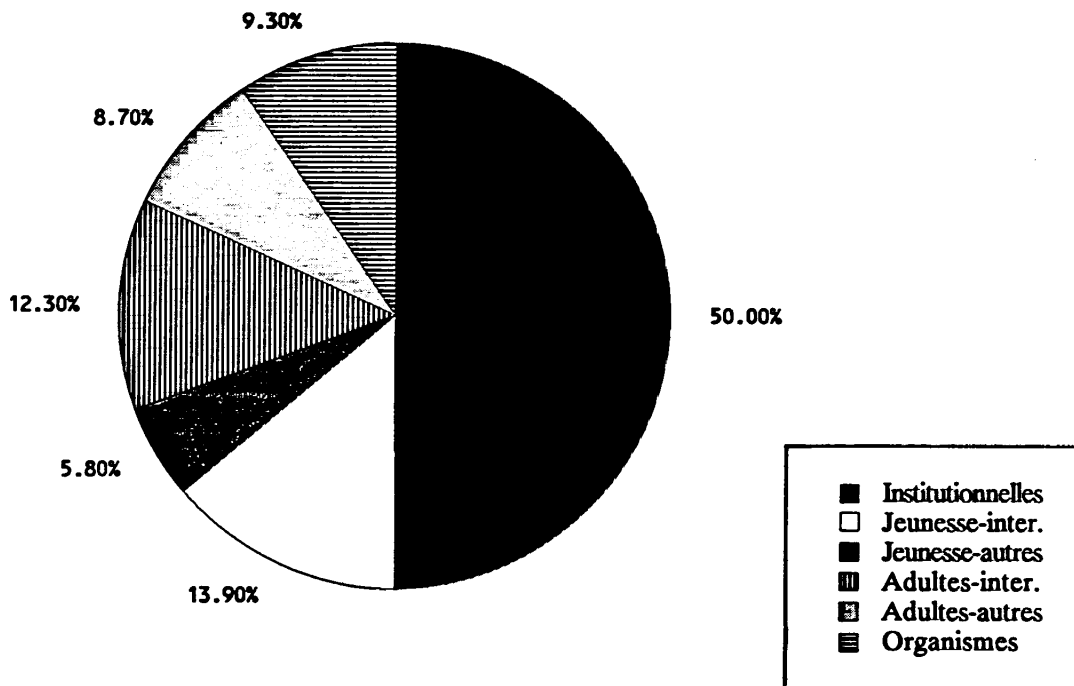
Les graphiques de la page suivante ne sont donnés qu'à titre indicatif, comme présentant un *instantané*, pour les saisons 1980-1981 et 1987-1988, de la répartition des montants alloués au fonctionnement. Il serait toutefois hasardeux de conclure à l'existence d'un lien évolutif constant, d'année en année, entre les deux graphiques.

¹³ Les organismes regroupent les festivals, les organismes de diffusion (comme la Maison-Théâtre ou Implanthéâtre) et les organismes de services (comme le CEAD ou le CQT).

GRAPHIQUE 7: LA PART DE CHAQUE SECTEUR EN 1980-1981 DE L'APPUI AU FONCTIONNEMENT



GRAPHIQUE 8: LA PART DE CHAQUE SECTEUR EN 1987-1988 DE L'APPUI AU FONCTIONNEMENT



b. Répartition selon la provenance

Si l'on pousse l'analyse et que l'on tente de voir comment chaque palier gouvernemental a appuyé le fonctionnement des compagnies québécoises, le tableau suivant se dégage:

**TABLEAU 18: APPUI AU FONCTIONNEMENT
(SELON LA PROVENANCE ET PAR SECTEUR)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
CONSEIL DES ARTS DU CANADA								
Institut.	64,0%	61,4%	59,3%	56,3%	57,5%	56,8%	53,4%	51,0%
Jeun.-interm.	9,8%	13,3%	13,9%	14,4%	14,9%	15,9%	16,5%	17,3%
Jeun.-aut.	3,7%	4,5%	3,7%	3,7%	3,1%	2,5%	3,6%	4,8%
Adultes-int.	6,2%	7,4%	10,1%	11,4%	14,2%	16,1%	16,8%	15,3%
Adultes-aut.	10,0%	7,9%	7,2%	8,6%	6,0%	3,2%	4,4%	6,6%
Organismes	6,3%	6,5%	5,8%	5,6%	4,3%	5,5%	5,5%	5,0%
MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES								
Institut.	71,2%	69,0%	64,6%	57,2%	54,4%	53,5%	53,0%	50,1%
Jeun.interm.	10,6%	11,0%	12,5%	11,7%	13,2%	12,4%	12,8%	12,4%
Jeun.-aut.	2,2%	2,9%	4,3%	3,8%	5,4%	4,6%	5,9%	6,5%
Adultes-int.	4,4%	5,3%	5,9%	7,0%	9,3%	9,6%	10,2%	10,5%
Adultes-aut.	8,3%	8,3%	8,3%	10,5%	8,5%	9,3%	8,0%	9,4%
Organismes	3,3%	3,5%	4,4%	9,8%	9,2%	10,6%	10,1%	11,1%
CONSEIL DES ARTS DE LA CUM								
Institut.	73,9%	81,9%	72,1%	61,7%	67,3%	58,0%	47,9%	45,9%
Jeun.-interm.	2,2%	0,8%	8,3%	4,2%	7,4%	7,1%	8,2%	11,5%
Jeun.-aut.	2,7%	0,0%	0,0%	1,3%	2,3%	3,0%	3,7%	4,6%
Adultes-int.	0,0%	1,3%	2,2%	4,6%	5,4%	9,2%	11,0%	12,6%
Adultes-aut.	21,2%	14,4%	12,0%	13,1%	4,1%	2,1%	6,7%	11,5%
Organismes	0,0%	1,6%	5,4%	15,1%	13,5%	20,6%	22,5%	13,9%

La part des trois paliers de gouvernement au fonctionnement des compagnies institutionnelles régresse. En contrepartie, la part attribuée par les trois paliers de gouvernement aux compagnies intermédiaires pour la jeunesse et pour adultes progresse substantiellement, tandis que les autres compagnies voient leur part varier selon le nombre d'intervenants subventionnés, comme on peut le constater dans les tableaux suivants.

c. Nombre de compagnies au fonctionnement

Les tableaux des pages suivantes montrent que, pendant la période étudiée, le nombre de compagnies appuyées au fonctionnement a progressé beaucoup moins vite au Conseil des Arts du Canada qu'au ministère des Affaires culturelles et au Conseil des arts de la CUM.

**TABLEAU 19: NOMBRE DE COMPAGNIES SUBVENTIONNÉES AU FONCTIONNEMENT
PAR LE CAC, LE MAC ET LE CACUM
(PAR SECTEUR ET PAR SAISON)**

COMPAGNIES	CAC	MAC	CACUM
Saison 1980-1981			
Institutionnelles	10	11	8
Jeunesse-intermédiaires	11	10	2
Jeunesse-autres	5	3	1
Adultes-intermédiaires	7	7	0
Adultes-autres	11	9	3
Total	44	40	14
Saison 1981-1982			
Institutionnelles	10	11	8
Jeunesse-intermédiaires	11	10	1
Jeunesse-autres	5	6	0
Adultes-intermédiaires	7	7	1
Adultes-autres	8	9	3
Total	41	43	13
Saison 1982-1983			
Institutionnelles	10	10	8
Jeunesse-intermédiaires	11	11	3
Jeunesse-autres	4	9	0
Adultes-intermédiaires	8	7	1
Adultes-autres	7	10	4
Total	40	47	16

**TABLEAU 19 (SUITE): NOMBRE DE COMPAGNIES SUBVENTIONNÉES AU FONCTIONNEMENT
PAR LE CAC, LE MAC ET LE CACUM
(PAR SECTEUR ET PAR SAISON)**

COMPAGNIES	CAC	MAC	CACUM
Saison 1983-1984			
Institutionnelles	10	10	8
Jeunesse-intermédiaires	11	11	4
Jeunesse-autres	6	9	2
Adultes-intermédiaires	9	8	4
Adultes-autres	10	17	7
Total	46	55	25
Saison 1984-85			
Institutionnelles	10	10	8
Jeunesse-intermédiaires	10	11	4
Jeunesse-autres	5	12	2
Adultes-intermédiaires	9	10	6
Adultes-autres	9	17	5
Total	43	60	25
Saison 1985-86			
Institutionnelles	10	10	8
Jeunesse-intermédiaires	11	11	5
Jeunesse-autres	5	11	2
Adultes-intermédiaires	10	10	7
Adultes-autres	5	20	3
Total	41	62	25
Saison 1986-87			
Institutionnelles	10	10	8
Jeunesse-intermédiaires	11	11	7
Jeunesse-autres	5	14	5
Adultes-intermédiaires	10	10	7
Adultes-autres	6	18	8
Total	42	63	35
Saison 1987-88			
Institutionnelles	10	10	8
Jeunesse-intermédiaires	11	11	7
Jeunesse-autres	8	18	5
Adultes-intermédiaires	9	10	6
Adultes-autres	11	26	14
Total	49	75	40

Alors que le CAC a limité le nombre de nouveaux organismes subventionnés, le MAC et le CACUM ont augmenté au cours des ans le nombre de compagnies qu'ils appuyaient. En divisant le montant total alloué au fonctionnement des compagnies par le nombre de compagnies, on obtient le tableau suivant, qui indique les subventions moyennes attribuées de façon récurrente aux compagnies.

TABLEAU 20: SUBVENTION MOYENNE AU FONCTIONNEMENT
(PAR SECTEUR ET PAR SAISON, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

COMPAGNIES	CAC	MAC	CACUM	TOTAL
Institutionnelles				
Saison 1980-81	182 790	219 429	39 057	441 275
Saison 1981-82	179 000	197 469	39 000	415 469
Saison 1982-83	167 724	202 074	37 398	407 197
Saison 1983-84	162 969	205 691	35 730	404 390
Saison 1984-85	165 168	196 132	44 971	406 271
Saison 1985-86	156 023	231 658	40 259	427 940
Saison 1986-87	146 044	230 746	40 505	147 295
Saison 1987-88	137 143	225 929	48 661	411 732
Jeunesse-intermédiaires				
Saison 1980-81	25 463	35 908	4 580	65 951
Saison 1981-82	32 727	34 659	3 000	70 390
Saison 1982-83	35 770	35 501	11 484	82 755
Saison 1983-84	38 008	38 155	4 906	81 070
Saison 1984-85	42 845	43 414	9 936	96 195
Saison 1985-86	39 634	48 653	7 855	96 142
Saison 1986-87	40 899	50 798	7 966	99 663
Saison 1987-88	42 208	50 779	13 980	106 967
Jeunesse-autres				
Saison 1980-81	21 147	25 309	11 249	57 705
Saison 1981-82	26 000	15 202	0	41 202
Saison 1982-83	26 292	14 796	0	41 088
Saison 1983-84	17 634	15 248	2 986	35 868
Saison 1984-85	17 661	16 319	6 132	40 113
Saison 1985-86	13 511	18 078	8 445	40 034
Saison 1986-87	16 202	18 382	4 974	39 558
Saison 1987-88	16 071	16 373	7 857	40 302

**TABLEAU 20 (SUITE): SUBVENTION MOYENNE AU FONCTIONNEMENT
(PAR SECTEUR ET PAR SAISON, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**

Adultes-intermédiaires				
Saison 1980-81	25 390	21 212	0	46 601
Saison 1981-82	30 786	23 857	5 000	59 643
Saison 1982-83	35 698	26 544	9 066	71 309
Saison 1983-84	36 689	31 442	5 333	73 464
Saison 1984-85	45 335	33 344	4 770	83 449
Saison 1985-86	44 305	41 331	7 294	92 930
Saison 1986-87	46 044	44 250	10 658	100 952
Adultes-autres				
Saison 1980-81	26 076	31 109	29 917	87 102
Saison 1981-82	28 719	28 990	18 333	76 042
Saison 1982-83	29 012	25 953	12 466	67 431
Saison 1983-84	24 957	22 303	8 654	55 915
Saison 1984-85	18 988	18 033	4 415	41 436
Saison 1985-86	17 439	20 226	3 928	41 593
Saison 1986-87	15 166	19 377	5 645	40 188
Saison 1987-88	16 136	16 361	6 977	39 475

Pour les compagnies institutionnelles, la diminution de la subvention moyenne a surtout été le fait du Conseil des Arts du Canada alors que les deux autres gouvernements ont augmenté légèrement leur appui en dollars constants. Au total, pour les trois paliers gouvernementaux, la technique de la régression linéaire indique qu'il y a eu au cours de ces huit années une diminution de 2,6% en dollars constants de 1981.

Dans le cas des compagnies intermédiaires, chaque palier a augmenté son apport moyen en termes constants. Chez les compagnies pour la jeunesse, le gain a été de 60,8%, et pour les compagnies pour adultes, il a atteint 123,2%; dans les deux cas, la régression linéaire est fiable.

Il en est de même pour les autres compagnies pour la jeunesse, à l'égard desquelles la régression linéaire indique une tendance constante, à condition d'exclure du calcul la saison 1980-1981. Dans ce cas, la subvention moyenne en provenance des trois paliers gouvernementaux diminue de 2,8%, et ce, à cause de l'augmentation du nombre de compagnies appuyées (*Voir Tableau 19*).

Pour les autres compagnies pour adultes, la diminution de la subvention moyenne atteint 61,9%, pour la même raison.

2. PROGRAMMES HORS-FONCTIONNEMENT

Les programmes hors-fonctionnement ont connu une évolution beaucoup plus incertaine et variable dans le temps, à cause de leur nature même. Fondés sur le principe de la non-récurrence, ils visent à combler un besoin spécifique, en matière de création de nouveaux spectacles, de tournée, d'emploi, de projets d'immobilisation ou d'appariement.

Le tableau de la page suivante dresse un portrait global de la provenance de ces sommes au cours de la période étudiée.

Il laisse entrevoir que, globalement, l'appui donné par le biais des programmes hors-fonctionnement a enregistré de fortes variations, même si la tendance de fond semble être à la hausse. Cependant, et il en sera de même pour chacun des programmes hors-fonctionnement, aucune tendance fiable sur le plan statistique ne se dégage.

Cela indique la forte variabilité de ces programmes, que l'on perçoit également si l'on répartit les sommes par secteur d'activité théâtrale, comme on le verra dans le tableau 21 et les suivants.

TABEAU 21: APPUI HORS-FONCTIONNEMENT PAR CATÉGORIE DE PROGRAMME
(SELON LA PROVENANCE, EN MILLIERS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

PROGRAMMES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Programmes favorisant la création								
Projet - CAC	139	212	240	191	192	236	671 ¹⁴	187
Fonds de développement	0	0	0	0	0	0	206	101
Projet - MAC	497	306	353	315	272	288	319	407
Accessibilité II	0	0	10	39	13	79	115	6
Développement dramaturgique	0	0	0	0	0	63	62	15
Intervention régionale	8	18	44	93	57	16	55	101
Total partiel	644	537	647	637	535	683	1 428	816
Programmes d'emploi								
Emploi et Immigration	152	107	99	246	529	484	1 092	421
Programmes d'aide aux tournées								
Office des tournées	200	90	153	59	112	100	153	97
Affaires extérieures	73	28	49	34	45	34	110	197
Aide aux tournées	4	31	39	20	33	42	97	88
Diffusion hors-Québec	17	0	20	19	11	90	63	136
Total partiel	294	149	260	132	201	266	423	518
Programmes d'immobilisation¹⁵								
Communications	490	414	724	248	682	718	371	51
Équipements mineurs-MAC	0	0	14	66	53	83	98	57
Immobilisation - MAC	249	0	0	3	1 210	429	183	816
Total partiel	739	414	737	317	1 945	1 229	652	924
Programme d'appariement								
Fonds appui MAC	0	0	96	46	58	136	41	379
Total Hors-Fonctionnement	1 829	1 206	1 840	1 377	3 268	2 798	3 638	3 058

¹⁴ Ce montant inclut les fonds non récurrents versés aux compagnies cette année-là par le Conseil des Arts du Canada.

¹⁵ Les montants présentés ici excluent la part des coûts d'immobilisation payée par les compagnies, les commanditaires ou les partenaires municipaux de même que la part faisant l'objet d'un règlement d'emprunt. Les sommes indiquent donc l'investissement gouvernemental en équipements théâtraux sur la base des budgets réguliers, et non le coût de ces équipements.

a. Répartition par secteur

Le tableau suivant présente les montants reçus globalement par les compagnies dans les programmes hors-fonctionnement et indique comment ces montants se sont répartis entre les différents secteurs¹⁶.

**TABLEAU 22: RÉPARTITION DE L'APPUI HORS-FONCTIONNEMENT
(PAR SAISON ET PAR SECTEUR)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institut.	44,7%	24,6%	25,7%	17,5%	44,2%	17,5%	19,2%	15,2%
Jeun.-int.	14,0%	16,7%	16,5%	18,6%	10,8%	8,2%	13,8%	11,8%
Jeun.-aut.	9,7%	18,4%	10,4%	19,4%	7,4%	15,2%	14,8%	9,6%
Adultes-int.	5,4%	11,5%	14,3%	10,1%	6,1%	23,1%	9,7%	37,3%
Adultes-aut.	26,3%	28,9%	33,1%	34,3%	31,4%	36,0%	42,5%	26,2%

Aucune tendance statistique fiable ne se dégage de ce tableau. On note toutefois que la part de l'appui hors-fonctionnement alloué aux compagnies institutionnelles s'est accentuée subitement lors de la saison 1984-1985, où des projets importants d'immobilisation ont été réalisés dans ce secteur.

La part des autres secteurs varie beaucoup à cause de facteurs circonstanciels: les projets d'immobilisation, qui mettent en jeu des sommes importantes, et les programmes d'emploi, qui dépendent de la conjoncture économique et politique, expliquent la majorité de ces variations.

Voyons pour chaque catégorie de programmes comment se répartissent ces sommes.

¹⁶ Les tableaux qui suivent excluent les organismes de diffusion et de services afin que l'analyse des tendances soit limitée aux compagnies.

b. Répartition par catégorie de programmes

1) Les programmes favorisant la création

Les programmes de création regroupent tant les projets de création du CAC et du MAC, qui ont d'abord comme clientèle-cible les nouvelles compagnies, que le Fonds de développement du CAC, les programmes Accessibilité (Volet II), Développement dramaturgique et Intervention régionale du MAC, qui touchent les compagnies déjà soutenues au fonctionnement.

Tous ces programmes ont pour caractéristique de soutenir un projet de création autonome, qu'il s'agisse de soutien à la création dramaturgique ou à la production d'un spectacle.

**TABLEAU 23: PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LES PROGRAMMES FAVORISANT LA CRÉATION
(PAR SAISON)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institut.	5,9%	6,6%	6,1%	2,5%	0,8%	5,3%	26,0%	19,8%
Jeun.-int.	8,2%	7,3%	9,1%	9,0%	9,4%	4,6%	12,9%	12,8%
Jeun.-aut.	26,3%	28,9%	19,8%	25,9%	18,8%	21,5%	8,3%	13,7%
Adultes-int.	3,3%	9,6%	6,6%	9,4%	6,1%	8,9%	15,4%	7,4%
Adultes-aut.	56,4%	47,6%	58,4%	53,1%	64,9%	59,7%	37,4%	46,3%

Les compagnies pour adultes (autres) sont celles qui, proportionnellement, bénéficient le plus de ces programmes, car c'est dans ce secteur que l'on retrouve le plus grand nombre de jeunes compagnies. Les programmes favorisant la création tiennent bien souvent lieu d'une première subvention, laquelle permet à une compagnie de produire un ou des spectacles, et de solliciter ensuite une aide au fonctionnement.

Les deux dernières saisons montrent que les compagnies des autres secteurs ont bénéficié de l'apport du Fonds de développement et de fonds non récurrents du Conseil des Arts du Canada.

2) Les programmes favorisant la tournée

Les programmes de tournée touchent les compagnies qui diffusent:

- au Québec, hors de leur région d'origine (avec l'appui du programme provincial d'Aide à la circulation des spectacles);
- au Canada, (avec l'aide de l'Office des tournées du Conseil des Arts ou avec celle du programme de diffusion hors-Québec du ministère des Affaires culturelles);
- à l'étranger, (grâce à la contribution du ministère des Affaires extérieures, du ministère des Affaires culturelles ou de celui des Affaires intergouvernementales du Québec).

**TABLEAU 24: PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LES PROGRAMMES DE TOURNÉE
(PAR SAISON)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institut.	26,3%	6,6%	12,2%	0,0%	0,0%	2,2%	1,4%	2,8%
Jeun.-int	57,6%	79,1%	42,8%	74,6%	66,4%	28,9%	51,7%	30,5%
Jeun.-aut.	1,4%	0,0%	11,6%	4,2%	10,0%	20,3%	33,5%	14,6%
Adultes-int.	9,4%	8,0%	15,2%	11,9%	23,6%	17,8%	4,4%	29,6%
Adultes-aut.	5,4%	6,3%	18,3%	9,4%	0,0%	30,8%	8,9%	22,5%

Les compagnies intermédiaires, tant pour la jeunesse que pour adultes, sont celles qui bénéficient le plus ces programmes, à cause de leur mode de diffusion; dans la majorité des cas, la diffusion des compagnies se fait en tournée. Pour la même raison, les autres compagnies pour la jeunesse et pour adultes représentent une clientèle importante de ces programmes.

3) Les programmes d'emploi

Ici ont été recensés les programmes d'emploi du ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration; les programmes provinciaux de travaux communautaires n'ont pas été comptabilisés dans la présente étude à cause de la faiblesse des sommes en jeu.

**TABLEAU 25: PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LES PROGRAMMES D'EMPLOI
(PAR SAISON)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institut.	0,0%	0,0%	6,7%	0,0%	0,0%	0,3%	3,0%	7,3%
Jeun.-int.	17,6%	10,6%	50,8%	17,1%	5,8%	4,9%	0,0%	5,4%
Jeun.-aut.	0,0%	33,7%	2,8%	32,2%	14,9%	20,7%	16,2%	10,1%
Adultes-int.	26,1%	6,4%	24,5%	9,9%	3,6%	9,9%	1,8%	14,2%
Adultes-aut.	56,3%	49,2%	15,3%	40,9%	75,7%	64,3%	79,0%	63,0%

Le secteur des compagnies pour adultes (autres) semble être le grand utilisateur de ces programmes, qui incluent: le Programme de développement de l'emploi (PDE), l'Article 38 et les programmes Défi (emplois d'été pour étudiants).

4) Les programmes d'immobilisation

Les programmes d'immobilisation visent à permettre à un organisme de faire une acquisition (ou une rénovation) importante de son lieu théâtral ou des équipements qui s'y trouvent. Ces programmes couvrent donc, le plus souvent jusqu'à concurrence de 75% du montant total des coûts d'acquisition ou de rénovation d'édifices, d'équipement scénique, d'équipement de transport et, occasionnellement, d'équipement de bureau.

**TABLEAU 26: PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LES PROGRAMMES D'IMMOBILISATION
(PAR SAISON)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institut.	99,2%	64,1%	41,0%	67,8%	79,6%	31,6%	51,3%	6,5%
Jeun.-int.	0,0%	6,7%	7,8%	17,3%	3,9%	6,7%	10,1%	0,7%
Jeun.-aut.	0,0%	6,6%	4,7%	1,8%	0,9%	7,6%	13,8%	3,5%
Adultes-int.	0,8%	17,1%	20,3%	13,1%	4,6%	46,1%	17,7%	82,3%
Adultes-aut.	0,0%	5,5%	26,2%	0,0%	10,9%	8,0%	7,1%	6,9%

Il est difficile de faire une véritable analyse sectorielle des programmes fédéraux et provinciaux d'immobilisation, en raison de l'importance des montants octroyés à un nombre réduit de projets.

Le tableau porte à conclure à une volonté gouvernementale d'améliorer les équipements et les lieux des compagnies institutionnelles et intermédiaires pour adultes. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que ce sont elles qui, le plus souvent, ont la gérance d'un lieu.

5) Les programmes d'appariement

Les programmes d'appariement visent à stimuler la participation de l'entreprise privée au financement des organismes culturels. Le principe général de fonctionnement qui sous-tend ces programmes est l'octroi, par le gouvernement, d'un montant identique à celui que les compagnies obtiennent de l'entreprise privée au titre de la commandite ou de dons.

**TABLEAU 27: PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LES PROGRAMMES D'APPARIEMENT
(PAR SAISON)**

COMPAGNIES	80-81	81-82	82-83	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88
Institut.	0,0%	0,0%	94,2%	100%	64,8%	79,8%	94,3%	57,1%
Jeun.-int.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	35,2%	2,9%	5,7%	18,1%
Jeun.-aut.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	9,9%
Adultes-int.	0,0%	0,0%	5,8%	0,0%	0,0%	14,5%	0,0%	9,3%
Adultes-aut.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,9%	0,0%	5,6%

Jusqu'en 1986-1987, les sommes allouées étaient faibles et se sont surtout concentrées chez les compagnies institutionnelles. Pour la dernière saison incluse dans l'étude, la mise en place d'un fonds d'appui par le ministère des Affaires culturelles a fait augmenter les sommes investies à cette fin, tout en diversifiant leur distribution.

Compte tenu des normes réajustées¹⁷ de ce programme (0,50 \$ versés par le Ministère pour chaque dollar provenant de l'entreprise privée), on peut déduire selon les chiffres du Tableau 21 que l'investissement privé en 1987-1988 a atteint 670 000 \$(1981). Si l'on ajoute à cet investissement la part gouvernementale, c'est une injection totale de plus d'un million de dollars qui a été faite dans les compagnies théâtrales. En dollars de 1987-1988, cela représente plus de 1,4 million de dollars.

¹⁷ À l'origine, comme le nom du programme l'indiquait, le MAC devait «appairier» chaque dollar recueilli auprès de l'entreprise privée. Au fil des mois, cette part gouvernementale a été réduite de moitié à cause du succès rencontré par les compagnies, et conséquemment, devant l'ampleur des sommes en jeu.

D. RÉSUMÉ DU CHAPITRE

Ce chapitre chiffre et analyse l'appui de l'État pendant la période allant de la saison 1980-1981 à la saison 1987-1988, grâce à la banque de données du CQT, laquelle a permis de recenser l'ensemble des subventions versées aux organismes théâtraux au cours de cette période.

Dans une perspective globale, les sommes allouées aux activités culturelles par chacun des gouvernements sont comparées à leur budget respectif. À l'intérieur de chaque instance subventionnaire, les sommes réservées au théâtre sont comparées au budget total.

Il en ressort que la part des théâtres québécois dans le budget du Conseil des Arts du Canada diminue.

À l'échelon provincial, parallèlement à un accroissement du budget du ministère des Affaires culturelles, la part du théâtre à l'intérieur de celui-ci a progressé en pourcentage de l'enveloppe globale jusqu'en 1984-1985, pour ensuite se stabiliser et adopter son rythme de croisière.

Sur le plan régional, la part des organismes théâtraux a progressé dans le budget du CACUM jusqu'en 1985-1986, pour ensuite régresser en pourcentage du budget global; comme le budget du CACUM a augmenté rapidement, il y eu augmentation absolue des sommes allouées au théâtre.

Le chapitre analyse ensuite plus particulièrement les sommes allouées au fonctionnement des compagnies et note des changements importants survenus dans la répartition de l'aide étatique entre les différents secteurs du théâtre. Ces changements sont expliqués par une analyse détaillée de chacune des sources subventionnaires, en relation avec le nombre d'organismes soutenus durant la période étudiée.

On étudie enfin l'évolution des programmes hors-fonctionnement (dont les sommes ne sont pas récurrentes). On note que, globalement, cette forme d'appui a enregistré de fortes variations, même si la tendance de fond semble être à la hausse. Cependant, et il en sera de même pour chacun des programmes hors-fonctionnement, aucune tendance statistiquement fiable ne se dégage; une description sectorielle permet toutefois de déterminer quels secteurs bénéficient le plus de ces programmes.

CHAPITRE IV

ANALYSE DE LA DIFFUSION

- A. LES PRINCIPAUX INDICATEURS**
- B. LA DIFFUSION MOYENNE**
- C. LE REVENU MOYEN AU GUICHET**
- D. LE REVENU SUBVENTIONNÉ MOYEN**
- E. LE COÛT MOYEN**
- F. RÉSUMÉ DU CHAPITRE**

CHAPITRE IV: ANALYSE DE LA DIFFUSION

Le chapitre qui suit présente un portrait de l'évolution de la diffusion dans l'échantillon des 40 compagnies qui ont connu un fonctionnement continu entre 1983-1984 et 1987-1988, échantillon dont les paramètres ont été établis au premier chapitre.

Plus particulièrement, on privilégiera l'évolution des principaux indicateurs de la diffusion, soit le nombre de représentations, le nombre de spectateurs et le nombre de productions, et ce, pour chacun des secteurs d'activité.

Ensuite, les revenus et les coûts moyens par spectateur seront calculés.

Notons que si les résultats financiers fournis par les compagnies pour les fins de l'étude sont fiables, les données concernant la diffusion n'ont fait l'objet d'aucune vérification extérieure aux compagnies; c'est ainsi que, par exemple, la part de billets de faveur n'apparaît pas de façon distincte dans le nombre total de spectateurs, ce qui peut avoir pour conséquence une sous-évaluation du revenu moyen par spectateur.

A. LES PRINCIPAUX INDICATEURS

Le tableau qui suit indique sur cinq saisons l'évolution du nombre de représentations, de spectateurs et de productions pour les 40 compagnies de l'échantillon.

**TABLEAU 28: DIFFUSION DES 40 COMPAGNIES
(SELON L'AIRE DE DIFFUSION ET PAR SAISON)¹⁸**

	REPRÉSENTATIONS		SPECTATEURS		N ^{BRE} DE PRODUCTIONS
	CUM	TOTAL	CUM	TOTAL	
Saison 1983-1984	1 659	3 750	462 199	918 414	170
Saison 1984-1985	1 531	4 202	411 973	1 042 478	166
Saison 1985-1986	1 747	3 953	477 339	1 008 996	168
Saison 1986-1987	1 600	4 182	423 043	1 027 273	164
Saison 1987-1988	1 768	4 335	453 349	1 089 504	163

Le nombre total de représentations, comme le nombre total de spectateurs, inclut toutes les représentations données au Québec, au Canada et à l'étranger par les 40 compagnies de l'échantillon. En cinq ans, les compagnies ont augmenté leur nombre total de représentations de 3 750 à 4 335. Le niveau de variations est cependant trop grand pour permettre de conclure, de façon fiable sur le plan statistique, à une progression continue au cours de la période étudiée.

Sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), ces compagnies semblent avoir légèrement augmenté leur nombre de représentations, mais encore une fois la tendance n'est pas valable d'un point de vue statistique.

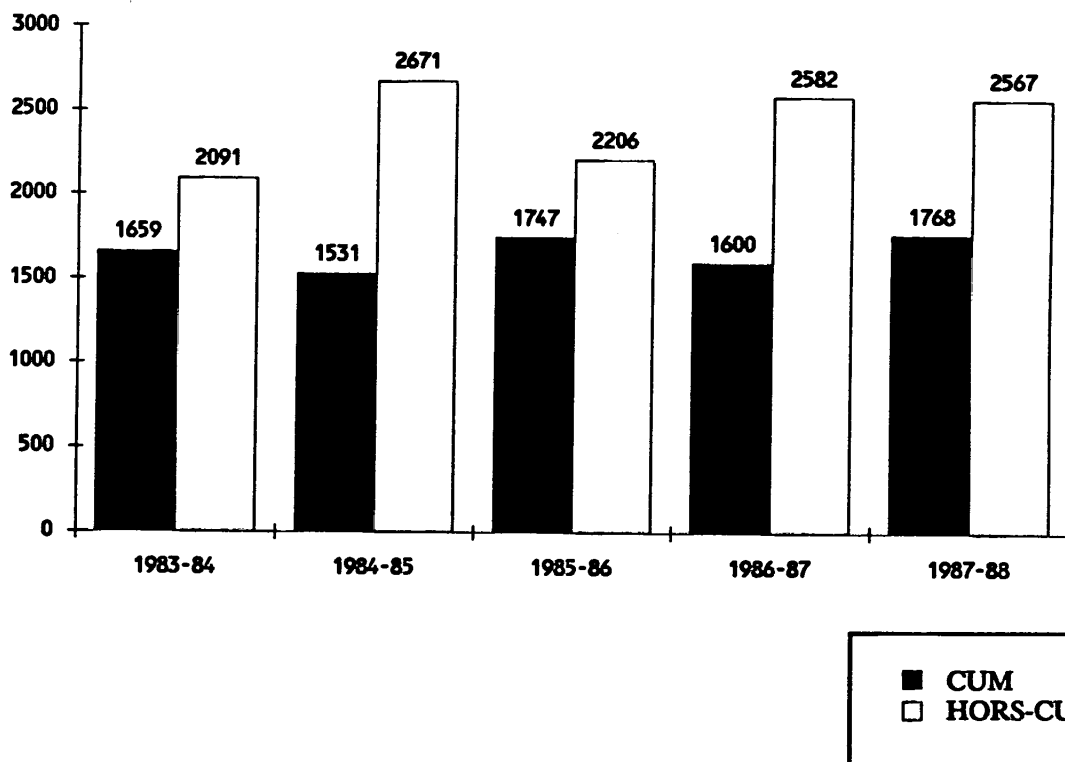
Pour les spectateurs, on note un accroissement de leur nombre total, tandis que le public rejoint à l'intérieur de la CUM tend à décroître; ici encore, il demeure impossible de tirer une conclusion fiable au plan statistique.

Le nombre de productions est, quant à lui, légèrement à la baisse.

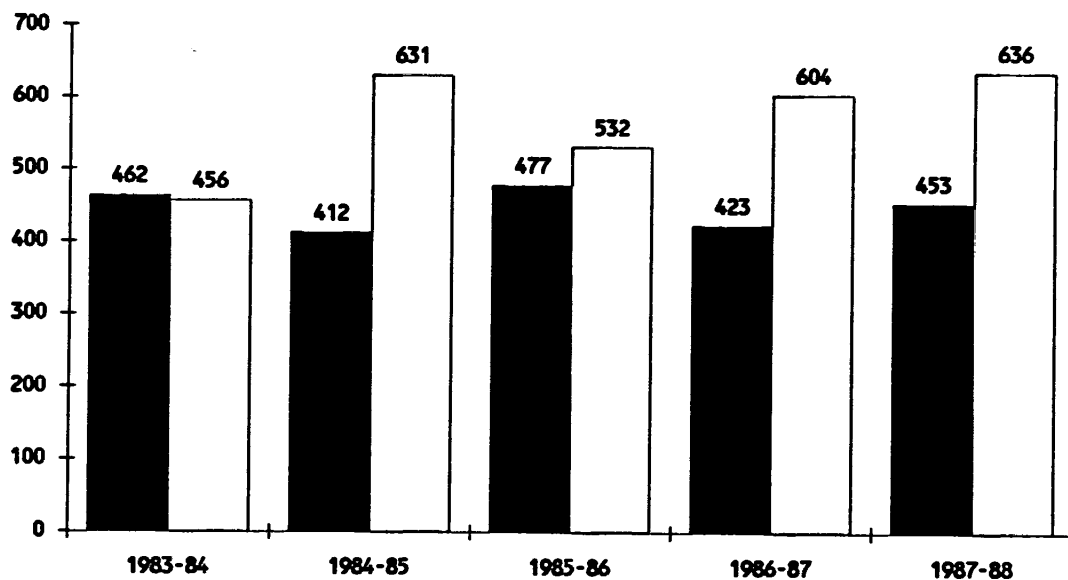
Les graphiques de la page suivante illustrent la répartition des représentations et des spectateurs entre la CUM et les autres aires de diffusion.

¹⁸ L'aire de diffusion (sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal ou globalement) n'indique pas le lieu du siège social de la compagnie, mais bien son lieu réel de diffusion; ainsi, les représentations données à Montréal par une compagnie de Québec seront inscrites dans la colonne CUM.

GRAPHIQUE 9: LE NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS DES 40 COMPAGNIES DANS LA CUM ET HORS DE LA CUM (DE 1983-84 À 1987-88)



GRAPHIQUE 10: LE NOMBRE DE SPECTATEURS DES 40 COMPAGNIES DANS LA CUM ET HORS DE LA CUM (DE 1983-84 À 1987-88)



1. RÉPARTITION SECTORIELLE

Le tableau qui suit répartit les données du Tableau 28 entre les secteurs d'activité.

**TABEAU 29: RÉPARTITION SECTORIELLE DE LA DIFFUSION DES 40 COMPAGNIES
(PAR SAISON, SELON L'AIRE DE DIFFUSION)**

	REPRÉSENTATIONS		SPECTATEURS		N ^{BR} E DE PRODUCTIONS
	CUM	TOTAL	CUM	TOTAL	
Institutionnelles					
Saison 1983-1984	858	968	339 150	393 321	30
Saison 1984-1985	771	875	298 837	360 867	27
Saison 1985-1986	739	844	296 188	346 703	27
Saison 1986-1987	741	850	297 357	361 570	27
Saison 1987-1988	780	881	312 929	382 844	27
Jeunesse-Intermédiaires					
Saison 1983-1984	140	745	47 395	210 302	20
Saison 1984-1985	114	803	29 223	240 425	19
Saison 1985-1986	189	648	63 995	205 976	17
Saison 1986-1987	145	778	43 230	213 437	24
Saison 1987-1988	201	761	44 338	194 374	22
Jeunesse-autres					
Saison 1983-1984	105	637	28 470	164 219	61
Saison 1984-1985	102	893	29 223	240 425	19
Saison 1985-1986	162	768	44 060	256 335	55
Saison 1986-1987	134	1 070	30 757	283 926	43
Saison 1987-1988	183	1 124	34 978	311 068	49
Adultes-intermédiaires					
Saison 1983-1984	221	623	14 263	78 020	29
Saison 1984-1985	227	752	15 797	123 531 ¹⁹	27
Saison 1985-1986	218	702	14 232	81 204	33
Saison 1986-1987	293	702	14 745	85 605	31
Saison 1987-1988	308	805	21 449	110 591	34

¹⁹ Cet accroissement soudain est dû à des activités exceptionnelles de l'un des organismes recensés.

**TABLEAU 29 (SUITE): RÉPARTITION SECTORIELLE DE LA DIFFUSION DES 40 COMPAGNIES
(PAR SAISON, SELON L'AIRE DE DIFFUSION)**

	REPRÉSENTATIONS		SPECTATEURS		N ^{BRE} DE PRODUCTIONS
	CUM	TOTAL	CUM	TOTAL	
Adultes-autres					
Saison 1983-1984	335	777	32 921	72 552	30
Saison 1984-1985	317	879	39 389	96 553	36
Saison 1985-1986	439	991	58 864	118 778	36
Saison 1986-1987	287	782	36 954	82 735	39
Saison 1987-1988	296	764	39 655	90 627	31

Les compagnies institutionnelles semblent avoir connu une baisse de fréquentation jusqu'en 1985-1986, pour ensuite voir un accroissement de leur diffusion; toutefois, la tendance n'est pas fiable statistiquement car le nombre de données est trop restreint, et il en ira de même pour chacun des secteurs étudiés ici. Ces variations seront néanmoins décrites sans qu'il soit possible de conclure à une croissance ou à une décroissance continue.

Les compagnies intermédiaires pour la jeunesse voient leur diffusion se stabiliser, autant en termes de représentations que de spectateurs, alors que les autres compagnies pour la jeunesse doublent leur public, plus particulièrement à l'extérieur de la CUM. Dans le domaine des productions, on observe la tendance inverse, soit une légère augmentation du côté des compagnies intermédiaires, alors qu'il y a décroissance du côté des autres compagnies pour l'enfance et la jeunesse.

Les autres compagnies pour l'enfance et la jeunesse sont celles qui ont le plus large public en dehors de la CUM. En 1987-1988, 11% seulement de leur public habitait la CUM, alors que cette proportion était de 18% cinq ans plus tôt. Ces chiffres peuvent surprendre, mais ils s'expliquent en partie par le déplacement des jeunes familles vers les banlieues.

Les compagnies pour adultes ont également vu leur diffusion augmenter. Alors que les compagnies intermédiaires pour adultes voyaient leurs productions, leurs représentations et leurs spectateurs s'accroître, les autres compagnies pour adultes affichaient une stabilisation de leur diffusion après le sommet atteint en 1985-1986.

On note que, pour l'ensemble des secteurs, le nombre de productions (qu'il s'agisse de créations ou de reprises) reste stable, et que le secteur où la croissance du public est la plus importante (jeunesse-autres) est celui qui a vu son nombre de productions diminuer.

Le Tableau 28 a montré que la croissance de la diffusion s'était essentiellement faite hors de la CUM. Une cause possible de ce phénomène réside peut-être dans l'augmentation des budgets des programmes gouvernementaux d'appui aux tournées: le Tableau 21 indique en effet que ceux-ci ont progressé de 132 000 \$(1981) à 518 000 \$(1981) durant les cinq années de la période étudiée.

B. LA DIFFUSION MOYENNE

Le tableau suivant montre l'évolution du nombre de spectateurs par représentation et du nombre de représentations par production.

**TABLEAU 30: DIFFUSION MOYENNE PAR REPRÉSENTATION ET PAR PRODUCTION
(DES 40 COMPAGNIES, SELON LA SAISON)**

PÉRIODE	NOMBRE DE SPECTATEURS PAR REPRÉSENTATION	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR PRODUCTION
Saison 1983-84	245	22
Saison 1984-85	248	25
Saison 1985-86	255	24
Saison 1986-87	246	26
Saison 1987-88	251	27

Même si la technique de la régression linéaire n'indique pas une tendance valable, on note toutefois une stabilité du nombre de spectateurs par représentation, alors que le nombre de représentations par production tend à augmenter.

1. RÉPARTITION SECTORIELLE

Le tableau qui suit reprend les mêmes données par secteur d'activité.

**TABLEAU 31: RÉPARTITION SECTORIELLE DES MOYENNES DE DIFFUSION
(DES 40 COMPAGNIES, PAR REPRÉSENTATION ET PAR PRODUCTION,
SELON LA SAISON)**

PÉRIODE	NOMBRE DE SPECTATEURS PAR REPRÉSENTATION	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR PRODUCTION
Institutionnelles		
Saison 1983-84	406	32
Saison 1984-85	412	32
Saison 1985-86	411	31
Saison 1986-87	425	31
Saison 1987-88	435	33

**TABLEAU 31 (SUITE): RÉPARTITION SECTORIELLE DES MOYENNES DE DIFFUSION
(DES 40 COMPAGNIES, PAR REPRÉSENTATION ET PAR PRODUCTION,
SELON LA SAISON)**

PÉRIODE	NOMBRE DE SPECTATEURS PAR REPRÉSENTATION	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR PRODUCTION
Jeunesse-intermédiaires		
Saison 1983-1984	282	37
Saison 1984-1985	299	42
Saison 1985-1986	318	38
Saison 1986-1987	274	32
Saison 1987-1988	255	35
Jeunesse-autres		
Saison 1983-1984	258	10
Saison 1984-1985	248	16
Saison 1985-1986	334	14
Saison 1986-1987	265	25
Saison 1987-1988	277	23
Adultes-intermédiaires		
Saison 1983-1984	125	21
Saison 1984-1985	164	28
Saison 1985-1986	116	21
Saison 1986-1987	122	23
Saison 1987-1988	137	24
Adultes-autres		
Saison 1983-1984	93	26
Saison 1984-1985	110	24
Saison 1985-1986	120	28
Saison 1986-1987	106	20
Saison 1987-1988	119	25

La stabilité générale du nombre de spectateurs par représentation se reflète dans chacun des secteurs, comme les données sectorielles l'indiquent.

En ce qui a trait au nombre de représentations par production, l'accroissement se fait surtout sentir chez les autres compagnies pour la jeunesse, ce qui expliquerait l'augmentation du nombre de leurs spectateurs relevée au Tableau 29.

Pour les compagnies institutionnelles, l'accroissement de la diffusion a été surtout la conséquence de la hausse du nombre de spectateurs par représentation, alors que chez les compagnies pour la jeunesse (autres), c'est le nombre de représentations par production qui a grimpé.

C. LE REVENU MOYEN AU GUICHET

Le tableau qui suit illustre comment a évolué le revenu moyen par représentation et par spectateur.

TABEAU 32: REVENU DE GUICHET MOYEN DES 40 COMPAGNIES
(PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR,
EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

PÉRIODE	REVENU DE GUICHET PAR REPRÉSENTATION	REVENU DE GUICHET PAR SPECTATEUR
Saison 1983-1984	1 007	4,11
Saison 1984-1985	983	3,96
Saison 1985-1986	1 058	4,15
Saison 1986-1987	1 113	4,53
Saison 1987-1988	1 160	4,61

Pour l'ensemble des secteurs, l'augmentation globale du revenu de guichet par représentation et par spectateur est parallèle à la hausse des revenus autonomes des compagnies, dont il sera question au chapitre suivant.

Si cette augmentation est apparente en dollars constants de 1981, les données n'indiquent pas de tendance fiable sur le plan statistique.

1. RÉPARTITION SECTORIELLE

Examinons comment chaque secteur a vu évoluer son revenu moyen par représentation et par spectateur.

TABEAU 33: RÉPARTITION SECTORIELLE DU REVENU MOYEN DE GUICHET
(DES 40 COMPAGNIES, PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR,
EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

PÉRIODE	REVENU DE GUICHET PAR REPRÉSENTATION	REVENU DE GUICHET PAR SPECTATEUR
Institutionnelles		
Saison 1983-1984	2 659	6,55
Saison 1984-1985	2 878	6,98
Saison 1985-1986	2 936	7,15
Saison 1986-1987	2 965	6,97
Saison 1987-1988	3 297	7,59
Jeunesse-intermédiaires		
Saison 1983-1984	556	1,97
Saison 1984-1985	662	2,21
Saison 1985-1986	803	2,53
Saison 1986-1987	996	3,63
Saison 1987-1988	845	3,31
Jeunesse-autres		
Saison 1983-1984	333	1,29
Saison 1984-1985	270	1,09
Saison 1985-1986	404	1,21
Saison 1986-1987	417	1,57
Saison 1987-1988	411	1,48
Adultes-intermédiaires		
Saison 1983-1984	482	3,85
Saison 1984-1985	549	3,34
Saison 1985-1986	591	5,11
Saison 1986-1987	641	5,26
Saison 1987-1988	674	4,91
Adultes-autres		
Saison 1983-1984	354	3,79
Saison 1984-1985	486	4,42
Saison 1985-1986	465	3,88
Saison 1986-1987	590	5,57
Saison 1987-1988	623	5,25

Comme aucune tendance statistiquement fiable ne se dégage, on ne procédera qu'à un compte rendu descriptif des données présentées dans le tableau.

C'est le secteur pour adultes (autres) qui semble voir ses revenus par représentation augmenter le plus vite, grâce à une augmentation du prix des billets (ou des cachets en tournée) conjuguée à celle du nombre de spectateurs. Dans une moindre mesure, le secteur intermédiaire pour la jeunesse tend à compenser la stabilité de son auditoire par une augmentation du revenu par représentation.

Quant au secteur pour la jeunesse (autres), la progression de son revenu par représentation ou par spectateur est moins accentuée, mais est contrebalancée globalement par une augmentation du nombre de représentations, comme l'indique le Tableau 29.

D. LE REVENU SUBVENTIONNÉ MOYEN

Le prochain tableau indique le revenu moyen par représentation et par spectateur provenant d'un appui gouvernemental.

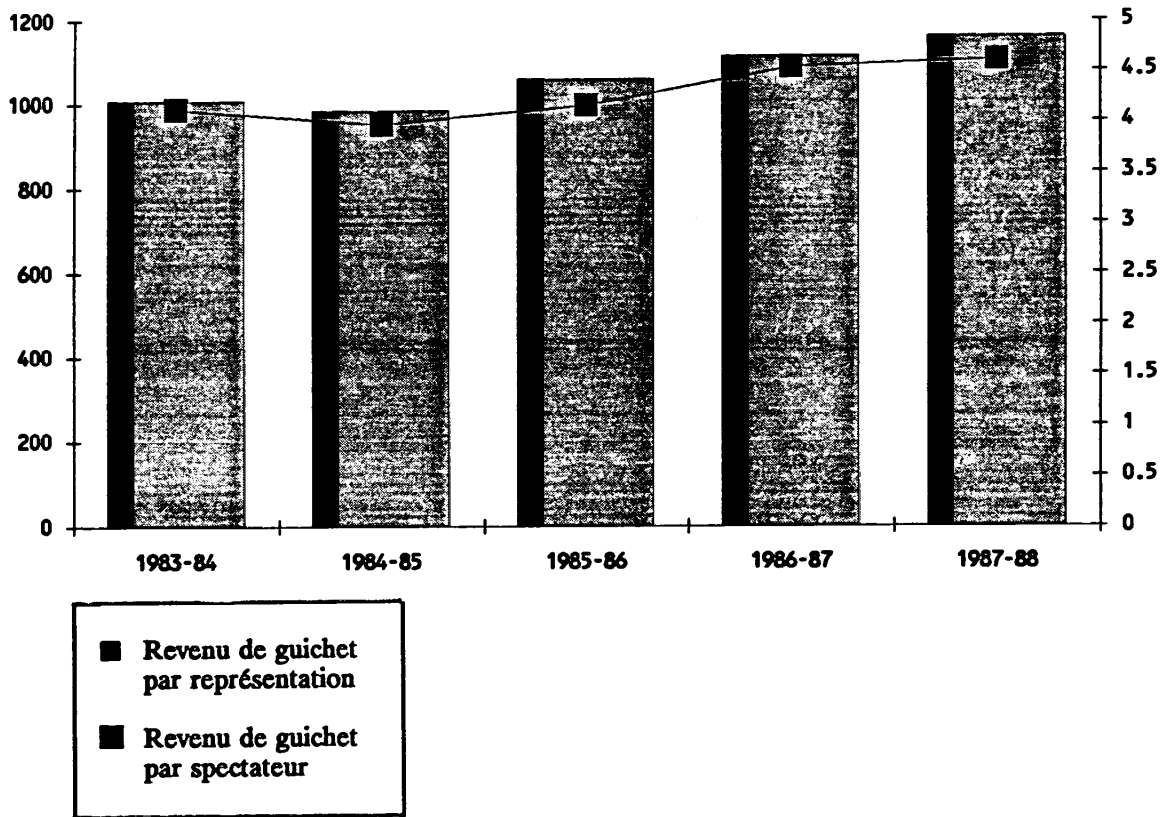
TABLEAU 34: REVENU SUBVENTIONNÉ MOYEN DES 40 COMPAGNIES
(PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR,
EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

PÉRIODE	PAR REPRÉSENTATION	PAR SPECTATEUR
Saison 1983-1984	1 126	4,60
Saison 1984-1985	1 082	4,36
Saison 1985-1986	1 253	4,91
Saison 1986-1987	1 253	5,10
Saison 1987-1988	1 258	5,00

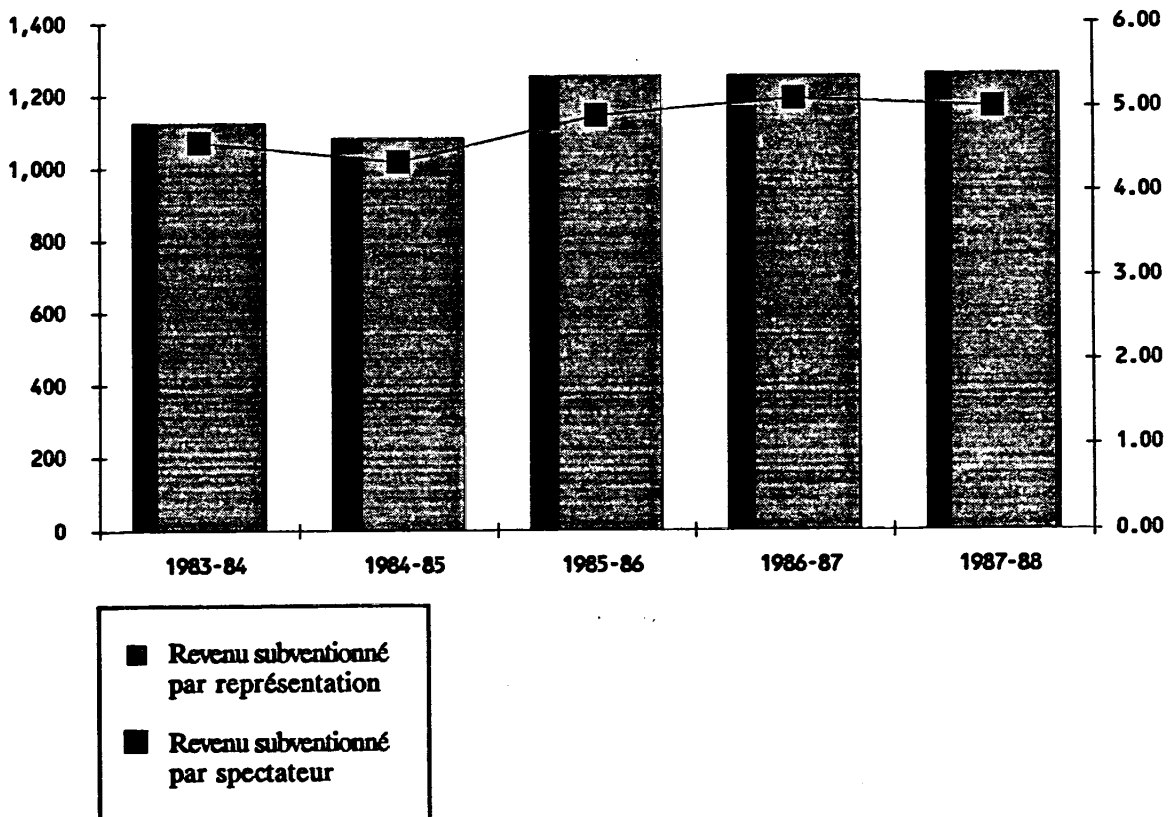
Si la tendance de ce tableau n'est pas statistiquement fiable dans le temps, il semble néanmoins y avoir augmentation apparente du revenu subventionné, sur les cinq saisons, pour l'ensemble de l'échantillon. Il semble également que le revenu de guichet (*Voir Tableau 32*) ait progressé plus vite que le revenu subventionné par représentation ou par spectateur, ce qui sera confirmé dans l'analyse des revenus présentée au chapitre suivant.

Les graphiques de la page suivante montrent qu'il existe un lien constant entre le revenu de guichet par représentation et par spectateur. La même constatation s'applique au revenu subventionné moyen.

GRAPHIQUE 11: LE REVENU DE GUICHET MOYEN PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR (DE 1983-84 À 1987-88, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)



GRAPHIQUE 12: LE REVENU SUBVENTIONNÉ MOYEN PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR (DE 1983-84 À 1987-88, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)



1. RÉPARTITION SECTORIELLE

Les données du Tableau 34 ont été réparties par secteur dans le tableau suivant.

**TABLEAU 35: RÉPARTITION SECTORIELLE DU REVENU SUBVENTIONNÉ MOYEN
(DES 40 COMPAGNIES, PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR,
EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**

PÉRIODE	PAR REPRÉSENTATION	PAR SPECTATEUR
Institutionnelles		
Saison 1983-1984	2 520	6,20
Saison 1984-1985	2 836	6,88
Saison 1985-1986	3 090	7,52
Saison 1986-1987	3 071	7,22
Saison 1987-1988	2 900	6,67
Jeunesse-intermédiaires		
Saison 1983-1984	797	2,82
Saison 1984-1985	933	3,12
Saison 1985-1986	1 020	3,21
Saison 1986-1987	1 056	3,85
Saison 1987-1988	1 118	4,38
Jeunesse-autres		
Saison 1983-1984	455	1,76
Saison 1984-1985	288	1,16
Saison 1985-1986	514	1,54
Saison 1986-1987	454	1,71
Saison 1987-1988	431	1,56
Adultes-intermédiaires		
Saison 1983-1984	835	6,67
Saison 1984-1985	748	4,55
Saison 1985-1986	1 025	8,86
Saison 1986-1987	1 079	8,85
Saison 1987-1988	1 111	8,09
Adultes-autres		
Saison 1983-1984	488	5,23
Saison 1984-1985	564	5,13
Saison 1985-1986	573	4,78
Saison 1986-1987	722	6,82
Saison 1987-1988	874	7,37

On note une augmentation générale de la subvention moyenne par représentation et par spectateur, sauf pour le secteur des compagnies pour la jeunesse (autres), dont la subvention moyenne au fonctionnement diminue, tel qu'on l'a vu au Tableau 20.

Les Tableaux 35 et 36 incluent toutes les subventions reçues par les compagnies, tant au fonctionnement que hors-fonctionnement; comme les subventions hors-fonctionnement varient beaucoup dans le temps, il en résulte de fortes variations dans le revenu subventionné moyen.

E. LE COÛT MOYEN

Le prochain tableau illustre les coûts moyens par représentation et par spectateur.

TABLEAU 36: COÛTS MOYENS DES 40 COMPAGNIES
(PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR,
EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

PÉRIODE	PAR REPRÉSENTATION	PAR SPECTATEUR
Saison 1983-1984	2 214	9,04
Saison 1984-1985	2 139	8,62
Saison 1985-1986	2 315	9,07
Saison 1986-1987	2 501	10,18
Saison 1987-1988	2 577	10,26

Le coût moyen par représentation augmente au cours de la période étudiée, de même que le coût moyen par spectateur, sans toutefois que l'on puisse en déduire une tendance continue et fiable sur le plan statistique. Voyons quel portrait se dégage d'une analyse sectorielle.

1. RÉPARTITION SECTORIELLE

TABLEAU 37: RÉPARTITION SECTORIELLE DES COÛTS MOYENS
 (DES 40 COMPAGNIES, PAR REPRÉSENTATION ET PAR SPECTATEUR,
 EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

PÉRIODE	PAR REPRÉSENTATION	PAR SPECTATEUR ²⁰
Institutionnelles		
Saison 1983-1984	5 329	13,12
Saison 1984-1985	5 941	14,40
Saison 1985-1986	5 882	14,32
Saison 1986-1987	6 507	15,30
Saison 1987-1988	6 554	15,08
Jeunesse-intermédiaires		
Saison 1983-1984	1 418	5,02
Saison 1984-1985	1 609	5,37
Saison 1985-1986	1 899	5,97
Saison 1986-1987	2 053	7,48
Saison 1987-1988	2 119	8,30
Jeunesse-autres		
Saison 1983-1984	775	3,01
Saison 1984-1985	587	2,37
Saison 1985-1986	959	2,87
Saison 1986-1987	885	3,34
Saison 1987-1988	918	3,32
Adultes-intermédiaires		
Saison 1983-1984	1 380	11,02
Saison 1984-1985	1 354	8,24
Saison 1985-1986	1 631	14,10
Saison 1986-1987	1 806	14,81
Saison 1987-1988	1 873	13,63
Adultes-autres		
Saison 1983-1984	944	10,11
Saison 1984-1985	1 088	9,91
Saison 1985-1986	1 084	9,05
Saison 1986-1987	1 424	13,46
Saison 1987-1988	1 633	13,76

²⁰ Ce coût représente l'ensemble de toutes les dépenses des compagnies, divisées par le nombre de spectateurs rejoints, et ce, en dollars constants de 1981.

Voyons comment chaque secteur a évolué durant la période étudiée.

Statistiquement, on peut percevoir une tendance valable de croissance des coûts par représentation pour tous les secteurs, sauf celui des compagnies pour la jeunesse (autres). C'est ainsi que le secteur pour adultes (autres) est celui dont les coûts progressent le plus vite (+ 76,9% en cinq ans), suivi de celui des compagnies intermédiaires pour la jeunesse (+ 51,0%). Les compagnies intermédiaires pour adultes suivent avec 43,5% et les compagnies institutionnelles, avec 22,2%.

La progression des coûts selon les secteurs dépend en premier lieu de la progression des revenus, laquelle n'a pas été uniforme (*Voir Chapitre II*). Le Chapitre V présentera une analyse détaillée des sources de revenus et le Chapitre VI fera de même pour la répartition des dépenses.

F. RÉSUMÉ DU CHAPITRE

Ce chapitre présente une analyse de l'évolution de la diffusion dans l'échantillon des 40 compagnies qui ont connu un fonctionnement continu entre 1983-1984 et 1987-1988.

En cinq ans, ces compagnies ont fait passer leur nombre total de représentations de 3 750 à 4 335. Le haut niveau de variations reflété dans ce chapitre interdit cependant de dégager une tendance statistiquement fiable; il est donc impossible de conclure à une progression continue au cours de la période étudiée. Pour sa part, le nombre de spectateurs est passé de 918 000 à 1 090 000.

Sur le territoire de la CUM, le nombre de représentations de ces compagnies semble avoir légèrement augmenté (de 1 659 à 1 768), alors que le nombre de spectateurs aurait diminué (de 462 000 à 453 000).

Le nombre de productions est, quant à lui, légèrement à la baisse (de 170 à 163 par année).

L'essentiel de la croissance de la diffusion a donc eu lieu en dehors de la CUM, vraisemblablement grâce à l'augmentation des budgets des programmes gouvernementaux d'appui aux tournées; le Chapitre II (*Voir Tableau 21*) indique que ceux-ci ont progressé de 132 000 \$(1981) à 518 000 \$(1981) durant les cinq années de la période étudiée.

On note globalement une stabilité du nombre de spectateurs par représentation, alors que le nombre de représentations par production tend à augmenter. Pour l'ensemble des secteurs, les revenus de guichet par représentation et par spectateur ont augmenté à un rythme plus rapide que l'inflation. Le même phénomène a joué pour le revenu subventionné moyen par représentation et par spectateur, mais dans une moindre ampleur que pour les revenus de guichet.

Sur le plan statistique, on peut percevoir une tendance valable de croissance des coûts par représentation pour tous les secteurs, sauf celui des compagnies pour la jeunesse (autres). C'est ainsi que le secteur pour adultes (autres) est celui dont les coûts progressent le plus vite (+ 76,9% en cinq ans), suivi de celui des compagnies intermédiaires pour la jeunesse (+ 51,0%). Les compagnies intermédiaires pour adultes suivent avec 43,5% et les compagnies institutionnelles, avec 22,2%

CHAPITRE V

ANALYSE DES REVENUS

- A. LES REVENUS SELON LA SOURCE**
- B. RÉPARTITION SECTORIELLE**
- C. RÉSUMÉ DU CHAPITRE**

CHAPITRE V: ANALYSE DES REVENUS

Ce chapitre met en lumière la progression des principales catégories de revenus dans les 40 compagnies de l'échantillon ainsi que le taux de croissance de ces catégories, et ce, par secteur d'activité.

A. LES REVENUS SELON LA SOURCE

Le Tableau 38 illustre l'évolution des revenus totaux des 40 compagnies, répartis selon leurs principales sources.

Notons qu'ici, les revenus de guichet indiquent les revenus perçus des spectateurs (ou des organismes acheteurs) après déduction des droits municipaux sur les divertissements; quant aux revenus de commandite, ils font référence à une relation contractuelle avec une compagnie privée entraînant un échange de services.

Les autres revenus incluent les dons, intérêts, recettes d'ateliers, de locations de salle ou d'équipement, de bar, vente de programmes et d'affiches ainsi que tout autre revenu autonome; les subventions englobent l'ensemble de l'appui public reçu par une compagnie.

TABLEAU 38: REVENUS DES 40 COMPAGNIES SELON LA SOURCE
(PAR SAISON, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)

SAISON	REVENUS AUTONOMES			SUBVENTIONS	TOTAL
	GUICHET	COMMANDITE	AUTRES		
1983-1984	3 776 388	161 287	815 867	3 704 220	8 458 720
1984-1985	4 131 353	158 979	911 010	4 049 066	9 250 396
1985-1986	4 184 125	197 840	903 163	4 352 902	9 650 867
1986-1987	4 652 628	176 583	878 882	4 705 519	10 398 522
1987-1988	5 027 454	234 614	1 098 372	4 864 627	11 233 269

Les données de ce tableau permettent de déduire un taux de croissance constant pour les revenus totaux, les revenus de guichet et les revenus de subventions car, statistiquement, les résultats de la régression linéaire sont fiables.

Alors que les revenus totaux de l'échantillon ont progressé de 30,6%, les revenus subventionnés augmentaient de 31,8% et les revenus de guichet, de 32,3%. Voyons comment ont évolué annuellement ces revenus.

1. CROISSANCE ANNUELLE

**TABLEAU 39: TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DES REVENUS DES 40 COMPAGNIES
(DE 1983-1984 A 1987-1988)**

SAISONS	REVENUS DE GUICHET	SUBVENTIONS	REVENUS TOTAUX
1983-84/1984-85	9,4%	9,3%	9,4%
1984-85/1985-86	1,3%	7,5%	4,3%
1985-86/1986-87	11,2%	8,1%	7,7%
1986-87/1987-88	8,1%	3,4%	8,0%
1983-84/1987-88	32,3%	31,8%	30,6%

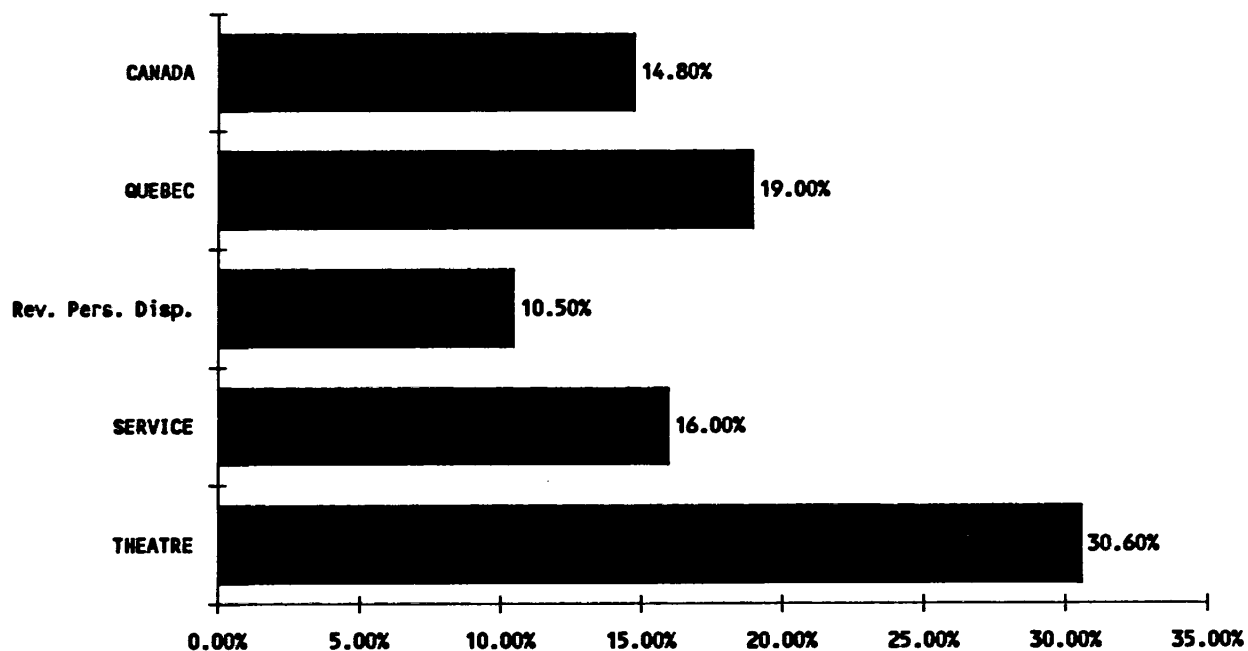
Le Tableau 39 illustre clairement les fortes variations dans le temps des revenus de guichet et des revenus subventionnés. Si les premières sont fonction de la diffusion et des politiques de prix des compagnies, les deuxièmes tiennent surtout de facteurs politiques, comme on l'a vu au Chapitre III.

Pour la période allant de 1983 à 1988, et à titre de comparaison, le graphique de la page suivante illustre les taux de croissance réelle de l'ensemble de l'économie ainsi que celui de certains secteurs économiques²¹.

On y constate que le théâtre au Québec est un secteur économique en plein essor, dont la croissance a dépassé celle de l'économie dans son ensemble: alors que les revenus totaux du théâtre progressaient de 30,6% durant la période étudiée, l'économie canadienne progressait de 14,8% et l'économie québécoise, de 19,0%.

²¹ Les données proviennent du Bureau de la statistique du Québec, *Dépenses de l'administration publique provinciale au chapitre de la culture*, 2^e trimestre 1989.

**GRAPHIQUE 13: LA CROISSANCE DE DIVERS INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET DES THÉÂTRES QUÉBÉCOIS
(ENTRE 1983-84 ET 1987-88)**



2. RÉPARTITION SECTORIELLE

Le Tableau 40 indique, pour chacun des secteurs, les principales sources de revenus.

**TABLEAU 40: RÉPARTITION SECTORIELLE DES REVENUS SELON LA SOURCE
(DES 40 COMPAGNIES, PAR SAISON, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**

	REVENUS AUTONOMES			SUBVENTIONS	TOTAL
	GUICHET	COMMANDITE	AUTRES		
Institutionnelles					
1983-1984	2 574 393	129 500	529 095	2 163 908	5 396 895
1984-1985	2 518 374	117 093	584 778	2 242 028	5 462 272
1985-1986	2 477 720	146 014	603 219	2 234 727	5 462 034
1986-1987	2 520 402	154 593	500 998	2 352 265	5 516 494
1987-1988	2 904 320	168 159	615 359	2 231 544	5 919 382
Jeunesse-intermédiaires					
1983-1984	414 415	0	78 998	537 433	1 030 846
1984-1985	531 901	2 818	107 408	672 164	1 314 290
1985-1986	520 515	1 368	67 495	617 907	1 213 295
1986-1987	775 080	3 278	129 580	715 071	1 625 183
1987-1988	642 858	11 986	84 609	830 565	1 587 924
Jeunesse-autres					
1983-1984	212 203	796	48 875	242 939	505 163
1984-1985	240 874	3 025	56 190	206 392	506 890
1985-1986	310 112	8 013	76 679	342 912	737 653
1986-1987	445 904	11 304	64 271	436 848	958 890
1987-1988	461 844	7 143	101 659	435 216	1 001 474
Adultes-intermédiaires					
1983-1984	300 243	21 932	83 742	439 741	845 659
1984-1985	413 182	32 319	39 910	534 870	1 020 281
1985-1986	414 614	21 058	94 339	641 199	1 171 209
1986-1987	450 026	1 206	74 803	701 949	1 227 983
1987-1988	542 758	3 128	191 535	740 191	1 477 611
Adultes-autres					
1983-1984	275 134	9 059	14 881	320 199	680 158
1984-1985	427 022	3 724	18 575	393 612	946 662
1985-1986	461 164	21 386	8 627	516 158	1 066 677
1986-1987	461 217	6 202	42 557	499 387	1 069 972
1987-1988	475 675	44 198	63 329	627 112	1 246 878

On note une progression significative des revenus de guichet comme des revenus totaux dans chacun des secteurs, mais seuls les secteurs jeunesse (autres) et adultes (intermédiaires) connaissent une croissance continue et statistiquement fiable.

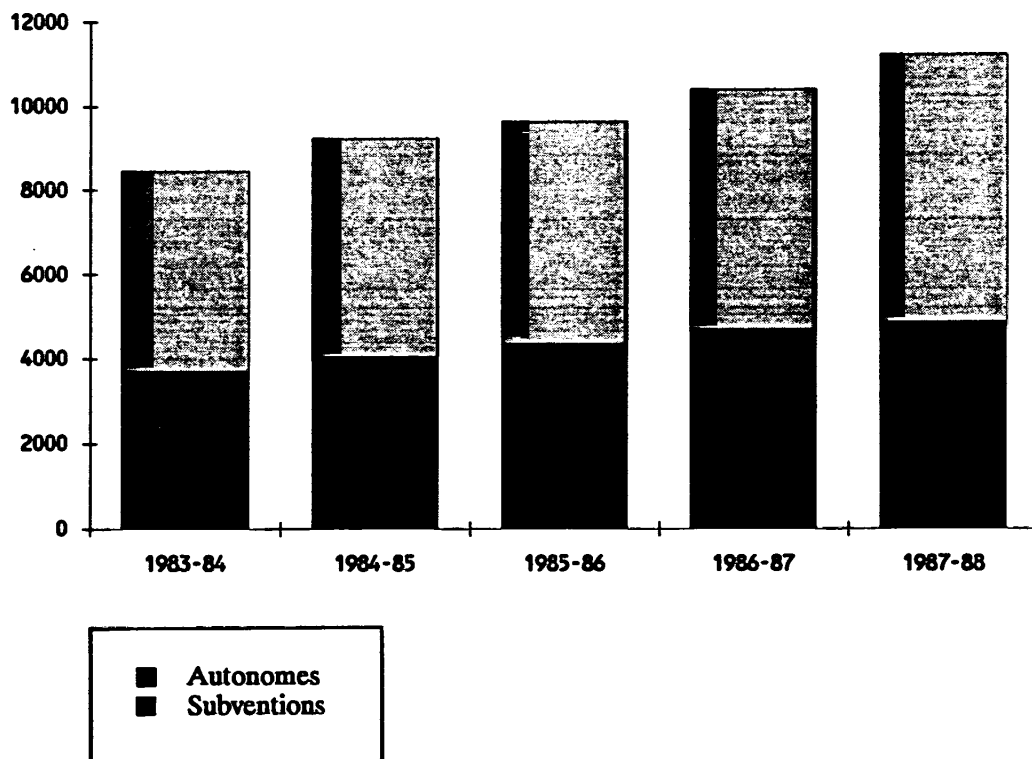
Dans le cas du secteur jeunesse (autres), les revenus de guichet ont progressé de 145,7% en cinq ans alors que les revenus totaux se sont accrus de 127,5%. Chez les compagnies intermédiaires pour adultes, le guichet a progressé de 65,3% et les revenus totaux de 68,9%. Ces deux secteurs sont ceux où les revenus totaux et de guichet ont connu proportionnellement l'augmentation la plus forte, comme on le verra plus loin.

Comparativement à la moyenne de l'ensemble, ce sont les revenus du secteur institutionnel qui ont progressé le moins vite; cette situation tient en grande partie aux revenus de subventions qui ont stagné pendant la période étudiée.

Les secteurs pour la jeunesse voient leurs sources se diversifier depuis cinq ans, avec une progression importante des revenus de commandite.

Le graphique de la page suivante montre l'évolution des revenus autonomes par rapport aux revenus subventionnés de 1983-1984 à 1987-1988, et ce, pour l'ensemble des secteurs .

**GRAPHIQUE 14: LES REVENUS AUTONOMES ET SUBVENTIONNÉS DES 40 COMPAGNIES
(DE 1983-84 À 1987-88, EN MILLIERS DE DOLLARS CONSTANTS DE 1981)**



B. RÉPARTITION SECTORIELLE

Les prochains tableaux illustrent la part de chaque secteur en regard des revenus totaux et de chaque source de revenus.

1. LES REVENUS TOTAUX

TABLEAU 41: RÉPARTITION SECTORIELLE DES REVENUS TOTAUX
(DES 40 COMPAGNIES, DE 1983-1984 À 1987-1988)

COMPAGNIES	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988
Institutionnelles	63,8%	59,0%	56,6%	53,1%	52,7%
Jeunesse-intermédiaires	12,2%	14,2%	12,6%	15,6%	14,1%
Jeunesse-autres	6,0%	5,5%	7,6%	9,2%	8,9%
Adultes-intermédiaires	10,0%	11,0%	12,1%	11,8%	13,2%
Adultes-autres	8,0%	10,2%	11,1%	10,3%	11,1%

En analysant les revenus provenant de l'appui public (*Voir Chapitre III*), on a vu que la part des compagnies institutionnelles avait diminué. Cette diminution se reflète dans le tableau des revenus totaux, où la part des institutionnelles décroît; celle des compagnies pour la jeunesse tend à se stabiliser, tandis que la part des compagnies pour adultes continue de progresser.

2. LES REVENUS SUBVENTIONNÉS

TABLEAU 42: RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APPUI PUBLIC
(DES 40 COMPAGNIES, DE 1983-1984 À 1987-1988)

COMPAGNIES	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988
Institutionnelles	58,4%	55,4%	51,3%	50,0%	45,9%
Jeunesse-intermédiaires	14,5%	16,6%	14,2%	15,2%	17,1%
Jeunesse-autres	6,6%	5,1%	7,9%	9,3%	8,9%
Adultes-intermédiaires	11,9%	13,2%	14,7%	14,9%	15,2%
Adultes-autres	8,6%	9,7%	11,9%	10,6%	12,9%

Ce tableau indique, pour l'échantillon des 40 compagnies, comment se sont réparties entre les différents secteurs les subventions de toutes natures. La part des compagnies institutionnelles n'a cessé de décroître au fil des ans, alors que celle des autres secteurs progressait régulièrement. On a vu au Chapitre III comment se départageaient ces sommes entre les différents programmes au fonctionnement et hors-fonctionnement.

3. LES REVENUS DE GUICHET

TABLEAU 43: RÉPARTITION SECTORIELLE DES REVENUS DE GUICHET
(DES 40 COMPAGNIES, DE 1983-1984 À 1987-1988)

COMPAGNIES	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988
Institutionnelles	68,2%	61,0%	59,2%	54,2%	57,8%
Jeunesse-intermédiaires	11,0%	12,9%	12,4%	16,7%	12,8%
Jeunesse-autres	5,6%	5,8%	7,4%	9,6%	9,2%
Adultes-intermédiaires	8,0%	10,0%	9,9%	9,7%	10,8%
Adultes-autres	7,3%	10,3%	11,0%	9,9%	9,5%

Jusqu'en 1986-1987, la part des compagnies institutionnelles a diminué dans les revenus de guichet de l'échantillon, alors que celle des autres secteurs fluctuait. Il demeure néanmoins impossible de dégager de ces données une tendance statistiquement fiable.

La page suivante présente, à titre indicatif, deux graphiques qui illustrent la part des revenus de guichet de chaque secteur en 1983-1984 et en 1987-1988.

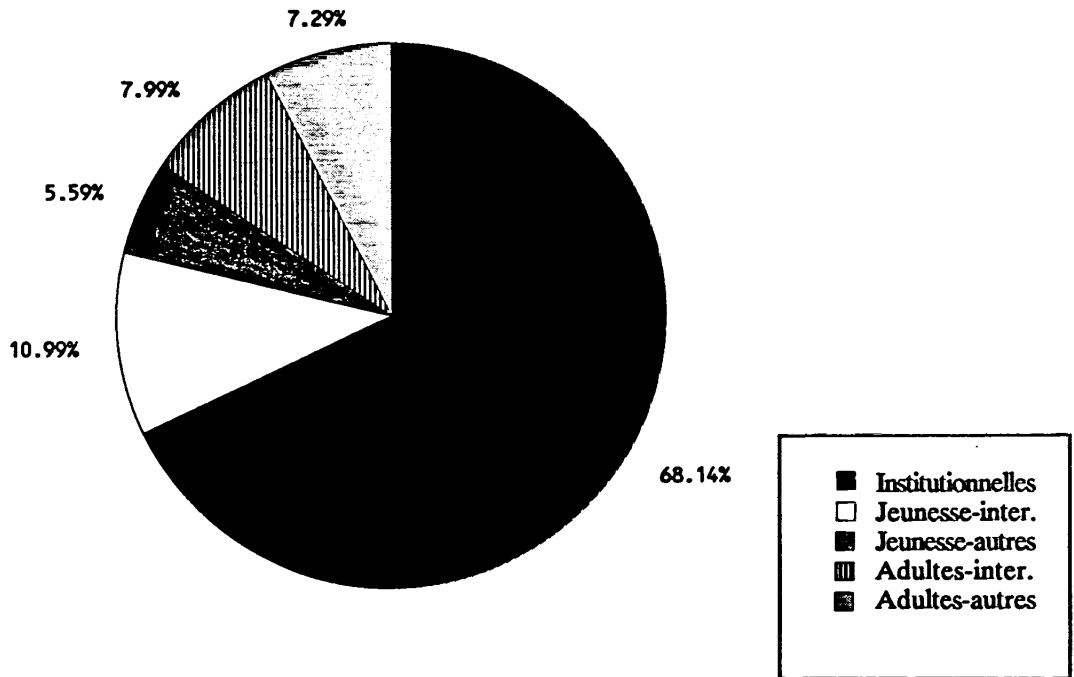
4. LES REVENUS DE COMMANDITE

TABLEAU 44: RÉPARTITION SECTORIELLE DES REVENUS DE COMMANDITE
(DES 40 COMPAGNIES, DE 1983-1984 À 1987-1988)

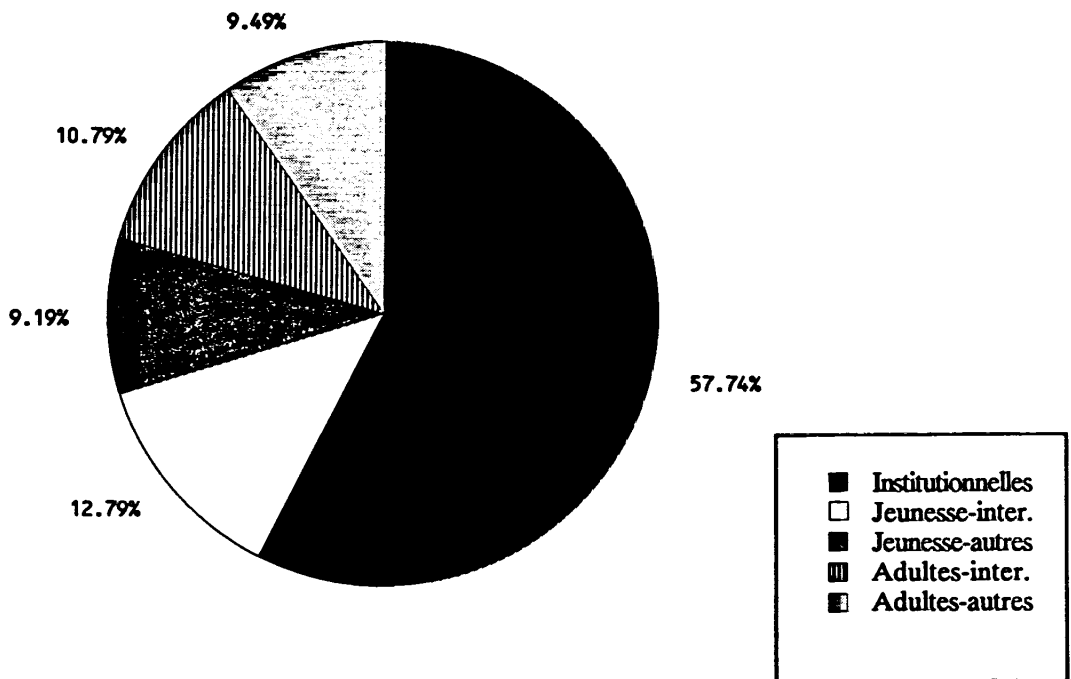
COMPAGNIES	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988
Institutionnelles	80,3%	73,7%	73,8%	87,5%	71,7%
Jeunesse-intermédiaires	0,0%	1,8%	0,7%	1,9%	5,1%
Jeunesse-autres	0,5%	1,9%	4,1%	6,4%	3,0%
Adultes-intermédiaires	13,6%	20,3%	10,6%	0,7%	1,3%
Adultes-autres	5,6%	2,3%	10,8%	3,5%	18,8%

Malgré des variations aléatoires au cours des ans, ce tableau indique que chacun des secteurs tend à diversifier ses sources de revenus, en faisant plus particulièrement appel à la commandite privée.

GRAPHIQUE 15: LA PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LES REVENUS DE GUICHET EN 1983-84



GRAPHIQUE 16: LA PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LES REVENUS DE GUICHET EN 1987-88



5. LES AUTRES REVENUS AUTONOMES

TABLEAU 45: RÉPARTITION SECTORIELLE DES AUTRES REVENUS AUTONOMES
 (des 40 compagnies, de 1983-1984 à 1987-1988)
 (INCLUANT LES DONNS, INTÉRÊTS ET AUTRES REVENUS)

COMPAGNIES	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988
Institutionnelles	64,9%	64,2%	66,8%	57,0%	56,0%
Jeunesse-intermédiaires	9,7%	11,8%	7,5%	14,7%	7,7%
Jeunesse-autres	6,0%	6,2%	8,5%	7,3%	9,3%
Adultes-intermédiaires	10,3%	4,4%	10,4%	8,5%	17,4%
Adultes-autres	1,8%	2,0%	1,0%	4,8%	5,8%

On note aussi une diversification des sources du côté des autres revenus autonomes, plus particulièrement chez les compagnies intermédiaires pour adultes. Plusieurs d'entre elles ont développé, grâce à leur lieu, une fonction d'accueil, produisant ainsi des revenus de location et de bar.

C. RÉSUMÉ DU CHAPITRE

Ce chapitre met en lumière la progression des principales catégories de revenus pour les 40 compagnies de l'échantillon ainsi que leur taux de croissance respectif, et ce, par secteur d'activité.

Alors que les revenus totaux des compagnies ont progressé de 30,6%, leurs revenus subventionnés augmentaient de 31,8% et leurs revenus de guichet, de 32,3% entre 1983-1984 et 1987-1988. Pendant la même période, l'économie canadienne progressait de 14,8% et l'économie québécoise, de 19,0%. On constate donc que le théâtre au Québec est un secteur économique en plein essor, dont la croissance a dépassé celle de l'économie dans son ensemble.

On a ensuite analysé la progression par secteur de plusieurs catégories de revenus. Pour les revenus subventionnés, la part des compagnies institutionnelles n'a cessé de décroître au cours des ans, alors que celle des autres secteurs progressait régulièrement.

Quant aux revenus de guichet, la part des compagnies individuelles a diminué jusqu'en 1985-1986, alors que celle des autres secteurs variait. Il demeure cependant impossible de dégager de ces données une tendance fiable sur le plan statistique.